



**SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PRESIDENT
DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI**



TABLE RONDE
des partenaires au développement
& investisseurs privés.



TABLE DES MATIERES

PREAMBULE	3
PREFACE	4
AVANT PROPOS	6
CONTEXTE ET JUSTIFIATION	
MEMBRES Du GOUVERNEMENT	7
CONTEXTE ET JUSTIFICATION	8
OBJECTIF GLOBAL	9
OBJECTIFS SPECIFIQUES	
RESULTATS ATTENDUS	
PUBLIC CIBLE	10
METHODOLOGIE DE LA TABLE RONDE	10
PRINCIPAUX MODERATEURS	14
PRESENTATIONS	
Présentation 1 : Présentation de la Vision Burundi, Pays Emergent en 2040, Pays Développé en 2060 et du PND révisé	20
Présentation 2 : Projets prioritaires du gouvernement en quête de financement (Public et privé)	22
Présentation 3 : Stratégie Nationale de la Coopération au Développement (SNCD) et son plan d'actions	24
Présentation 4 : Etat de mise en œuvre des recommandations de la 2ème Edition du Forum National du secteur privé « UMUZINGA DAY »	26
Présentation 5 : Quelles opportunités pour le secteur privé dans la réalisation de la Vision Burundi 2040-2060 ?	28
PANELS	
Jour 1	
Panel 1 : Environnement des affaires et facilitation des investissements au Burundi	31
Panel 2 : Opportunités du secteur touristique au Burundi	36
Jour 2	
Panel 1 : Opportunités dans l'Agriculture et l'agro-industrie	42
Panel 2 : Système de santé accessible et moderne	46
Panel 3 : Infrastructures structurantes et Nouvelles Technologies Développement	50
Panel 4 : Energie et Mines	54
ANNEXES	
Projets par objectifs stratégiques de l'Enjeu de la vision en Milliards de BIF	62
Agenda	65

Préambule

En novembre 2021, le Gouvernement du Burundi a organisé un Forum National sur le Développement, rassemblant des représentants de l'administration publique, du secteur privé, des universités, des partenaires bilatéraux et multilatéraux, ainsi que des organisations de la société civile. Ce forum a marqué une étape clé en engageant une réflexion collective sur les défis et les opportunités de développement du pays. Dans la continuité de cet événement, une mini-table ronde, élargie aux organisations non gouvernementales étrangères œuvrant au Burundi, a été tenue en décembre 2021.

S'appuyant sur les conclusions de ces deux événements, le Gouvernement a élaboré et adopté la Vision « Burundi, Pays Émergent en 2040 et Pays Développé en 2060 ». Cette vision ambitieuse aspire à transformer le Burundi en une nation prospère grâce à une augmentation soutenue de la production des biens et services, accompagnée de changements structurels visant l'amélioration de l'espérance de vie, la satisfaction des besoins fondamentaux et la réduction des inégalités, du chômage et de la pauvreté sous toutes ses formes.

Après l'adoption de cette Vision, le Gouvernement a entrepris une révision du Plan National de Développement 2018-2027 pour l'aligner aux objectifs de la Vision. Ce plan révisé, renforcé par un Programme d'Actions Prioritaires (PAP) 2023-2027, est devenu la première phase programmatique de mise en œuvre de cette transformation nationale. Avec un coût global estimé à 85 704,8 milliards de BIF (29,9 milliards USD), son financement repose sur la contribution du Gouvernement, des partenaires au développement et du secteur privé.

Cependant, pour combler le déficit de financement et garantir les conditions nécessaires à la réalisation de cette Vision, le Gouvernement du Burundi organise, les 5 et 6 décembre 2024, une Table Ronde de Mobilisation des financements. Cet événement sera l'occasion de rassembler les partenaires stratégiques pour réitérer leur engagement, renforcer les partenariats existants, et mobiliser les ressources nécessaires pour faire du Burundi un pays émergent en 2040 et développé en 2060.

Ce cadre de coopération et de dialogue incarne la volonté du Gouvernement de construire un avenir inclusif et durable, en partenariat avec l'ensemble des parties prenantes nationales et internationales.

PREFACE

Le Burundi entre dans une ère de transformation décisive, guidée par une Vision aussi claire qu'ambitieuse : devenir un pays émergent en 2040 et un pays développé en 2060. Plus qu'une simple projection, cette ambition reflète une volonté politique forte, un engagement collectif et une intégration stratégique dans la dynamique régionale et internationale. Aujourd'hui plus que jamais, nous voulons franchir une étape cruciale dans la concrétisation de cette vision : rassembler les ressources nécessaires et les partenariats fiables à son succès. La Vision « Burundi, Pays Emergent en 2040 et Pays Développé en 2060 » n'est pas qu'un plan économique ; c'est aussi et surtout un projet politique, social et humain qui place au centre de nos priorités la prospérité de chaque citoyen. Nous nous engageons à bâtir un Burundi inclusif, où les inégalités sont réduites, où le chômage est combattu efficacement, et où les ressources naturelles et humaines sont exploitées de manière rationnelle et durable. Cette vision s'appuie sur le Plan National de Développement (PND) 2018-2027 révisé, lequel incarne une Stratégie Nationale de Transformation avec des priorités alignées sur les besoins réels de notre population et les défis globaux de notre époque.

C'est pour accompagner cette Vision que nous avons organisé une Table Ronde de Mobilisation des Financements et qui, dans l'esprit d'un partenariat gagnant-gagnant, accorde une forte place aux partenaires et investisseurs privés de tous les horizons.



Ainsi donc, au-delà d'un simple appel à l'investissement, il s'agit d'une invitation à l'intégration entrepreneuriale et à la coopération stratégique. Le Burundi est prêt à jouer un rôle actif au sein de la région et au-delà comme une destination d'investissement attractive, stable et durable, en consolidant sa position au carrefour de la CEEAC, l'EAC, le COMESA, la ZLECAf ainsi que la SADC à laquelle nous sommes connectés à travers le Lac Tanganyika, potentiel non seulement touristique, mais également économique à travers la pêche industrielle et le transport maritime. Nous ne faisons pas cavaliers seuls dans cette démarche, nous travaillons en étroite collaboration avec nos partenaires bilatéraux et multilatéraux, ainsi qu'avec le secteur privé.

« Pays de lait et de miel » comme l'a baptisé nos aïeux, « Cœur d'Afrique » de par sa forme et sa position géographique, « Suisse d'Afrique » ou alors « Pays de mille et une collines » comme le surnomment très emblématiquement les milieux touristiques séduits par son panorama verdoyant, le Burundi est aussi un pays à mille et une opportunités. Nos secteurs prioritaires tels que l'agro-industrie, les mines, l'énergie, le tourisme et les infrastructures sont des leviers stratégiques qui bénéficieront non seulement à notre économie nationale, mais aussi à l'intégration économique régionale et internationale. En travaillant ensemble, nous pouvons transformer ces opportunités en moteurs de croissance durable, générant des bénéfices pour nos partenaires aussi bien locaux qu'internationaux.

La Table Ronde se veut donc cadre d'exposition des défis qui présentent en soi des opportunités allant au-delà du seul volet économique et de conception des stratégies y afférentes. Dans ce sens, elle se trouve être une plateforme où nous réaffirmons notre détermination à construire un Burundi ancré dans les valeurs de solidarité, de paix, de bonne gouvernance et de bon voisinage.

Nous croyons fermement que les partenariats stratégiques reposent sur une confiance mutuelle, une transparence totale et une vision commune pour l'avenir.

Aux Partenaires au développement et Investisseurs privés, je dis :

Investir au Burundi, c'est répondre à un appel à l'action, à la solidarité et à l'espoir d'un continent en pleine mutation, un continent qui est déjà indiscutablement connu comme berceau de l'humanité et auquel d'aucuns donnent toutes les chances d'incarner l'avenir de l'humanité.

Au nom du peuple burundais et en nom propre, je vous remercie pour votre engagement et votre présence à cette Table Ronde. Ensemble, nous pouvons concrétiser cette vision ambitieuse et faire du Burundi un modèle d'intégration, de prospérité, de résilience et d'espoir pour l'humanité.

S.E. Évariste NDAYISHIMIYE
Président de la République du Burundi

AVANT PROPOS



Le Burundi est à un tournant décisif de son développement économique et sociale. Sous le leadership visionnaire de Son Excellence Evariste Ndayishimiye, Président de la République, la Vision « Burundi, Pays Émergent en 2040 et Pays Développé en 2060 », qui constitue désormais la boussole stratégique du développement national. Cette Vision veut faire du Burundi une nation prospère, compétitive et résiliente, avec une économie dynamique capable de créer des opportunités inclusives et de réduire durablement la pauvreté. Elle repose sur des transformations structurelles visant une croissance

soutenue, l'amélioration de l'espérance de vie, la satisfaction des besoins fondamentaux et, la réduction des inégalités.

Pour traduire cette ambition en actions concrètes, le Plan National de Développement 2018-2027 (PND) a été révisé pour s'aligner aux priorités de la Vision, devenant ainsi une Stratégie Nationale de Transformation économique. Son Programme d'Actions Prioritaires 2023-2027 (PAP), doté d'un budget de 85 704,8 milliards BIF (29,9 milliards USD), marque la première phase de mise en œuvre de cette Vision.

C'est dans cette dynamique que le Gouvernement du Burundi organise, les 5 et 6 décembre 2024, une Table Ronde de Mobilisation des Financements, un événement stratégique et historique qui incarne une double ambition : combler le déficit de financement pour réaliser les priorités du PND révisé, tout en renforçant le positionnement du Burundi comme une destination incontournable pour les investissements régionaux et internationaux.

Les panels d'échanges prévus offriront aux investisseurs et partenaires au développement une opportunité unique de :

- **S'engager stratégiquement dans des secteurs clés comme les mines, l'agro-industrie, l'énergie, la santé, le tourisme, les infrastructures et les technologies numériques ;**
- **Dialoguer avec les décideurs pour accéder à des informations sur les facilités et mécanismes d'accompagnement attractifs ;**
- **Établir des partenariats gagnant-gagnant avec des entrepreneurs locaux et internationaux ;**
- **Adopter une vision actualisée des projets prioritaires et des perspectives de croissance au Burundi.**

Cette Table Ronde n'est pas seulement une rencontre technique, elle représente une démarche politique et stratégique, destinée à galvaniser les énergies nationales et internationales autour d'un projet commun de transformation économique. En y participant, les partenaires au développement et les investisseurs contribueront à écrire une nouvelle page de l'histoire du Burundi, tout en consolidant leur propre position dans une région en plein essor. Le Gouvernement du Burundi réitère sa gratitude envers tous les acteurs engagés et invite chacun à faire partie intégrante de cette transformation audacieuse et visionnaire.

**Lieutenant Général de Police
Gervais NDIRAKOBUCA
Premier Ministre**

Gouvernement du Burundi



S.E Evariste NDAYISHIMIYE

Président de la République du Burundi



Lieutenant Général de police Gervais NDIRAKOBUCA

Premier Ministre



Mr Martin NITERETSE

Ministre de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique



Ir Alain Tribert MUTABAZI

Ministre de la Défense Nationale et des Anciens Combattants



Mme Domine BANYANKIMBONA

Ministre de la Justice



Amb. Albert SHINGIRO

Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement



Mr Audace NIYONZIMA

Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique



Dr François HAVYARIMANA

Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique



Mr Prosper DODIKO

Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage



Mr Venuste MUYABAGA

Ministre de la fonction publique, du travail et de l'emploi



Mr Dieudonné DUKUNDANE

Ministre des Infrastructures, de l'Equipeement et des Logements Sociaux



Amb. Gervais ABAYEHO

Ministre des Affaires de la Communauté Est-Africaine, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture



Ir Ibrahim UWIZEYE

Ministre de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines



Mme Imelde SABUSHIMIKE

Ministre de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre



Mme Marie Chantal NIJIMBERE

Ministre du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme



Dr Lydwine BARADAHANA

Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA



Mme Léocadie NDACAYISABA

Ministre de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

En novembre 2021, le Gouvernement du Burundi a organisé un Forum National sur le Développement qui rassemblait, entre autres, les représentants de l'administration publique, du secteur privé, des universités, des partenaires bilatéraux et multilatéraux, la diaspora et les organisations de la société civile.

Dans la foulée, une mini-table ronde avec ces mêmes partenaires auxquels se sont ajoutés les Organisations non gouvernementales étrangères œuvrant au Burundi a été organisée en décembre de la même année.

S'inspirant des conclusions issues de ces deux événements, le Gouvernement a conçu et adopté le document de la Vision « Burundi, Pays Emergent en 2040 et Pays Développé en 2060 ». Celle-ci a pour finalité de faire du Burundi une nation prospère grâce à une augmentation soutenue de la production des biens et services, et des changements structurels conduisant à l'amélioration de l'espérance de vie, à la satisfaction des besoins fondamentaux, ainsi qu'à la réduction des inégalités, du chômage et de la pauvreté dans toutes ses dimensions.

La Vision Burundi pays émergent en 2040 et développé en 2060 ayant été adoptée, le Gouvernement a ensuite entamé la révision du Plan National de Développement 2018-2027 pour l'aligner aux orientations de la Vision afin d'en faire une véritable Stratégie Nationale de Transformation afin qu'il serve comme la première phase programmatique de mise en œuvre de la Vision à travers son Programme d'Actions Prioritaires 2023-2027 (PAP).

Le montant global du PND révisé est de 85 704,8 milliards de BIF (soit 29,9 milliards USD) qui sera financé par le Gouvernement du Burundi, les Partenaires au Développement et le secteur privé. Pour combler le déficit de financement et réunir les conditions pour la réalisation de sa vision, le Burundi compte organiser du 5 au 6 décembre 2024, une table ronde de mobilisation des ressources.

OBJECTIF GLOBAL

L'objectif général de la table ronde est de partager la Vision du Gouvernement en matière de développement socio-économique du Burundi ainsi que les réformes envisagées et en cours, afin de mobiliser toutes les parties prenantes et les ressources financières nécessaires à la mise en œuvre de cette Vision.

OBJECTIFS SPECIFIQUES

Plus spécifiquement, l'organisation de la Table Ronde vise à :

- ✧ Partager les grandes orientations de la Vision « Burundi, Pays émergent en 2040 et Pays développé en 2060 » ;
- ✧ Présenter le PND (2018-2027) Révisé, son Plan d'Actions Prioritaires, ainsi que les ressources financières nécessaires à sa mise en œuvre ;
- ✧ Communiquer aux partenaires les réformes importantes en cours et à venir visant à renforcer la croissance économique, la gestion des finances publiques et le développement du capital humain, afin de : (i) restaurer un cadre macroéconomique adéquat ; et (ii) soutenir les objectifs du Plan National de Développement (2018-2027) révisé.

Cette communication aura comme objectifs principaux de :

- ✧ Recueillir les points de vue et obtenir le soutien des donateurs et des créanciers sur les programmes de réformes du gouvernement, leurs feuilles de route et calendriers de mise en œuvre ;
- ✧ Divulguer la feuille de route et le calendrier de mise en œuvre du programme de réformes du gouvernement
- ✧ Favoriser la manifestation d'engagements, notamment par l'annonce et la confirmation des intentions de financement par les différents partenaires.
- ✧ Renforcer les partenariats entre le Gouvernement, les Partenaires au développement, le secteur privé et la société civile;

RESULTATS ATTENDUS

- ✧ Des engagements financiers concrets sont obtenus pour combler le déficit de financement du PND révisé et du PAP 2023-2027.
- ✧ Les partenaires s'alignent stratégiquement sur la Vision « Burundi 2040-2060 » et les priorités nationales définies dans le PND.
- ✧ Les relations entre le Gouvernement, les partenaires, le secteur privé et la société civile sont renforcées, avec de nouvelles collaborations pour soutenir les réformes.
- ✧ La crédibilité internationale du Burundi est consolidée, attirant davantage d'investissements privés dans les secteurs stratégiques.
- ✧ Une communication transparente sur les objectifs, les progrès et les défis renforce la confiance des partenaires.

PUBLIC CIBLE

La table ronde vise l'ensemble des sources potentielles de financements publics et privés : partenaires bilatéraux et multilatéraux, investisseurs privés, fonds souverains, fondations et autres.

METHODOLOGIE DE LA TABLE RONDE

La table ronde se déroulera du 5 au 6 décembre 2024 à Bujumbura (Burundi), à travers une participation hybride : en présentiel et par vidéoconférence.

Elle comprendra deux segments :

✧ Le premier segment sera dédié aux partenaires bilatéraux et multilatéraux et aura pour but de leur présenter la Vision 2040-2060 et le PND 2018-2027 révisé, les grands défis à relever, le déficit de financement ainsi que le cadre partenarial de mise en œuvre et de suivi-évaluation.

✧ Le deuxième segment est destiné au secteur privé et consistera à présenter les réformes en cours et envisagées pour l'amélioration du climat des affaires ainsi que les opportunités d'investissement privé au Burundi, ceci en vue de recueillir les annonces de financement des projets prioritaires.







PRINCIPAUX MODERATEURS

Prof. Léonce NDIKUMANA

Léonce Ndikumana est Professeur Distingué d'économie et Directeur du Programme des Politiques de Développement en Afrique à l'Institut de recherche en économie politique (PERI) de l'Université du Massachusetts à Amherst, aux États-Unis. Il est Professeur Honoraire à Cape Town University et à University of Stellenbosch en Afrique du Sud. Il est titulaire d'un baccalauréat en économie de l'Université du Burundi et d'un doctorat en économie de Washington University à Saint-Louis, Missouri.

Il a publié de nombreux articles sur la macroéconomie et le développement économique en mettant l'accent sur l'Afrique. Il est co éditeur de *On the Trail of Capital Flight from Africa: The Takers and the Enablers* (co-édité avec James K. Boyce, Oxford University Press 2022), publié aussi en français sous le titre *La fuite des capitaux d'Afrique: Les pilliers et les facilitateurs* (co-édité avec James K. Boyce, Amalion, 2024); *Capital Flight from Africa: Causes, Effects and Policy Issues* (coédité avec Ibi S.

Ajayi, Oxford University Press, 2015), et co-auteur de *Africa's Odious Debts: How Foreign Loans and Capital Flight Bled a Continent*, publié également en Français sous le titre *La Dette Odieuse d'Afrique: Comment l'Endettement et la Fuite des Capitaux ont Saigné un Continent*.

Il est personne-ressource, président de groupe thématique et membre du comité de programme African Economic Research Consortium (AERC), membre de Independent Commission for the Reform of International Corporate Taxation (ICRICT).



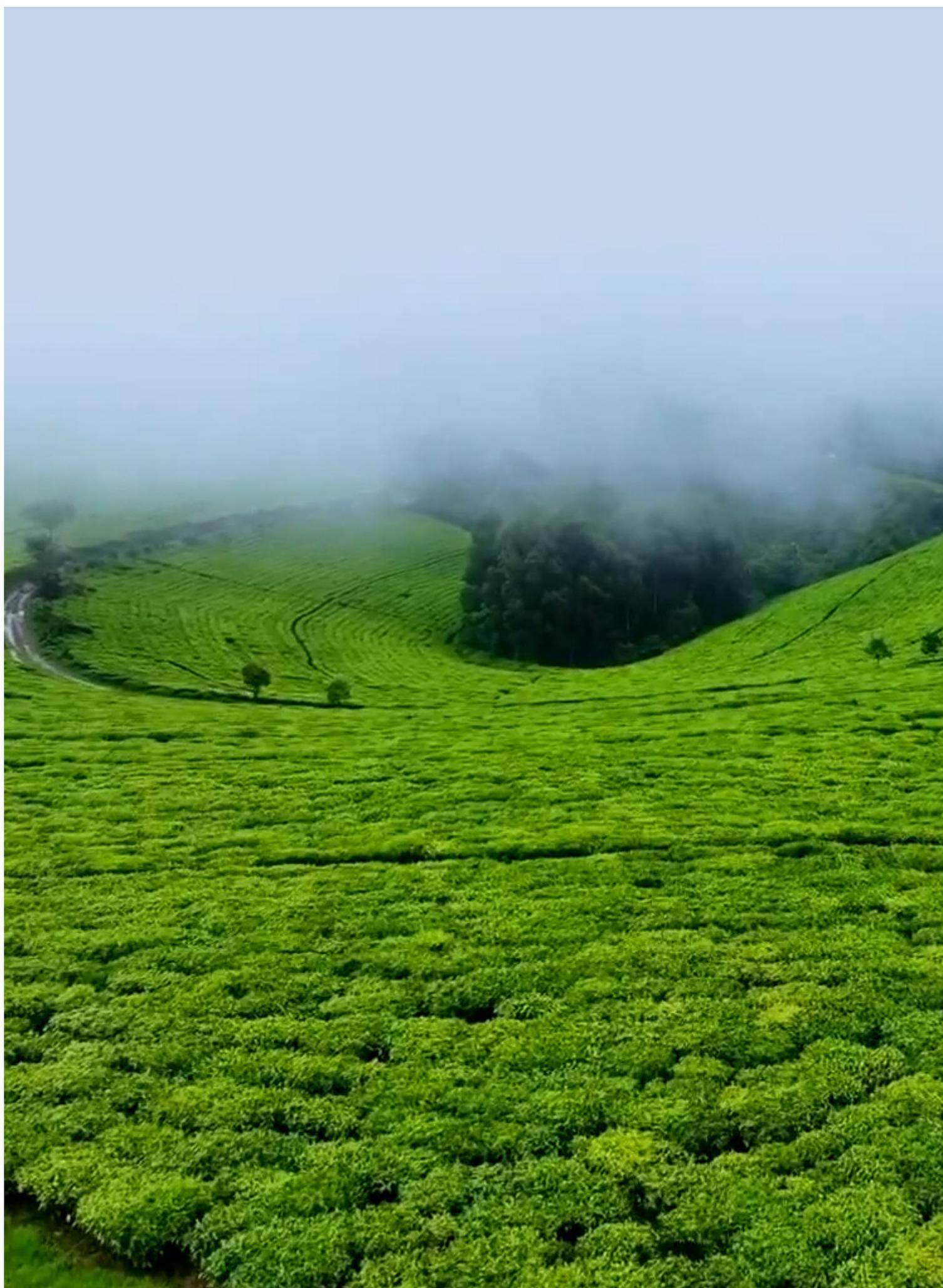
Amb. Libérat MFUMUKEKO

Ambassadeur Libérat Mfumukeko est un haut fonctionnaire et diplomate burundais, actuellement chargé de Missions auprès du Président de la République du Burundi. Parallèlement, il est Représentant des Emprunteurs IDA à la Banque mondiale, où il copréside le Groupe 1 Afrique, qui regroupe 22 pays. De 2016 à 2021, il a occupé le poste de Secrétaire Général de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), période durant laquelle il a également présidé la Tripartite EAC-COMESA-SADC (2016-2017) et siégé en tant que membre d'office de l'Assemblée Législative de l'EAC et du Conseil Exécutif de l'Union Africaine.

Avant cette nomination, Amb. Mfumukeko a joué un rôle central dans le développement économique du Burundi. Il a été Secrétaire Général Adjoint de l'EAC chargé des Finances et de l'Administration et a dirigé plusieurs institutions nationales, notamment en tant que premier Directeur Général de l'Agence burundaise de Promotion des Investissements (API) de 2009 à 2012, Conseiller Principal à la Présidence en charge des questions économiques (2012-2013), et Directeur Général de la REGIDESO (2013-2015).

Son expertise s'étend également à des postes dans le secteur privé en France et aux États-Unis, ainsi qu'au sein des Nations Unies, où il a travaillé en tant qu'Expert Économiste pour le PNUD et Titulaire d'une Licence en Sciences Économiques de l'Université de Tours (France) et d'un MBA de Clark University (USA), Amb. Mfumukeko a également suivi des programmes de leadership avancé à la Kennedy School of Government de Harvard et détient un diplôme de russe de l'Université Lomonossov de Moscou. En 2021, il a reçu un doctorat honoris causa de l'Université Clark. En tant que fondateur et président de l'ONG « Excellence in Education for Development », il a contribué à la création de Bujumbura International University.







PRESENTATIONS

Facilitateur : Mathieu CLOWELA, Représentant Résident du PNUD Burundi

Mathieu Ciowela est un haut fonctionnaire congolais (RDC) et Représentant Résident du PNUD au Burundi depuis 2022. Il possède une riche carrière au sein du PNUD, ayant occupé des postes stratégiques dans plusieurs pays africains. Avant sa nomination au Burundi, il a été Représentant Résident du PNUD au Burkina Faso (2019-2022), Directeur Pays en République Centrafricaine (2018-2019) et au Sénégal (2014-2018), ainsi que Conseiller Pays au Bureau Régional Afrique à New York (2012-2014). Il a également exercé en tant que Représentant Résident Adjoint chargé des programmes et opérations au Bénin (2009-2012) et à Djibouti (2005-2009), après avoir été Conseiller Principal au programme au Gabon (2005).

M. Ciowela a débuté sa carrière au PNUD en République Démocratique du Congo (1990-2005), où il a occupé divers postes,

notamment ceux d'Assistant Représentant Résident Programme et de Conseiller Principal de Programme. Avant de rejoindre le PNUD, il était Chargé d'Études à la Direction des Études Macroéconomiques du Ministère de la Planification de la RDC (1989-1990). Mathieu Ciowela est titulaire d'un Diplôme d'Études Approfondies en Planification et Développement Économique de l'Institut Africain de Planification et de Développement Économique (Dakar, Sénégal) et d'une maîtrise en économie de l'Université de Dakar. Son expertise et son leadership font de lui un acteur clé dans le soutien au développement durable en Afrique.



Mathieu CLOWELA,
Représentant Résident du PNUD Burundi

Mot introductif du Modérateur, Mr Mathieu Ciowela, Représentant Résident du PNUD, Burundi

La Stratégie Nationale de la Coopération au Développement, souverainement initiée par le Gouvernement de la République du Burundi, a été conçue sur la base des cinq principes directeurs énoncés par Déclaration de Paris de 2005 sur l'Efficacité de l'Aide, ainsi que par l'accord de partenariat de Busan de 2011, qui, tous deux, visent à promouvoir une coopération plus efficace au service du développement. Elle est aussi pleinement alignée sur l'Objectif de Développement Durable (ODD) 17, qui traite de la problématique des partenariats pour la réalisation des ODD, autant que sur le Programme d'Action d'Addis Abeba (P3A) pour le Financement du Développement qui prévoit les moyens nécessaires pour un développement durable, prenant en compte ses dimensions économique, sociale et environnementale.

Ainsi donc, la stratégie met-elle l'accent sur plusieurs principes clés dont l'élaboration participative des politiques et stratégies, l'alignement de la coopération au développement sur les priorités nationales, l'uniformisation des procédures d'intervention des partenaires, l'utilisation progressive des procédures et systèmes nationaux dans l'exécution des projets et programmes, le renforcement des capacités nationales pour une gestion efficace de la coopération, une gestion axée sur les résultats, la responsabilité mutuelle et la mobilisation de ressources internes.

La Stratégie Nationale de la Coopération au Développement ainsi élaborée par le Burundi, avec l'appui du Bureau du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies, la Coopération Suisse et le PNUD, constitue ainsi un pas important vers un Cadre national de financement intégré (CNFI), une approche intégrée de financement du développement alignée sur l'atteinte des ODD, et axée sur la mobilisation de toutes les ressources publiques et privées, nationales et internationales, pouvant permettre d'atteindre ces objectifs, au titre desquels, la réalisation des Objectifs de Développement Durable et la Vision, Burundi, Pays Emergent en 2040 et Pays Développé en 2060.

Nous n'avons pas de doutes que la présente Table Ronde de Mobilisation de Financements, qui est pour ainsi dire, un jalon important que nous posons aujourd'hui, s'inscrit dans la droite ligne de la mise en œuvre de la feuille de route de ce Cadre National de Financement Intégré vers cet objectif.

Présentation 1 : Présentation de la Vision Burundi, Pays Emergent en 2040, Pays Développé en 2060 et du PND révisé. Responsable : BESD

M. Alain Ndikumana, Chef du Bureau des Études Stratégiques et de Développement à la Présidence de la République

M. Alain Ndikumana est un économiste et statisticien burundais, actuellement Chef du Bureau des Études Stratégiques et de Développement à la Présidence de la République du Burundi. Il est également doctorant à l'École Nationale Supérieure de Statistique et d'Économie Appliquée (ENSEA) d'Abidjan, où ses recherches portent sur l'impact de l'allocation de l'aide sur le développement économique en Afrique. Son parcours académique est marqué par des expériences internationales enrichissantes, notamment en tant que chercheur invité à l'Université du Massachusetts Amherst (2022), aux États-Unis d'Amérique, et doctorant en résidence au programme UNU-WIDER (2021).

Avec plus de dix ans d'expérience, M. Alain Ndikumana a occupé des postes clés, notamment celui de Chef du Service Etudes et Statistiques

des Entreprises à l'ISTEEBU actuel Institut National de la Statistique du Burundi (INSBU). Il a également joué un rôle central dans les enquêtes Afrobaromètre, où il a supervisé la collecte et l'analyse des données pour plusieurs cycles. Il a aussi contribué à des projets pour des institutions internationales telles que l'ONUDI et la Banque Africaine de Développement. Membre de la Société d'économétrie, il allie une maîtrise pointue des outils statistiques à une capacité reconnue à évoluer dans des environnements multiculturels, consolidant ainsi sa réputation d'excellence académique et professionnelle.

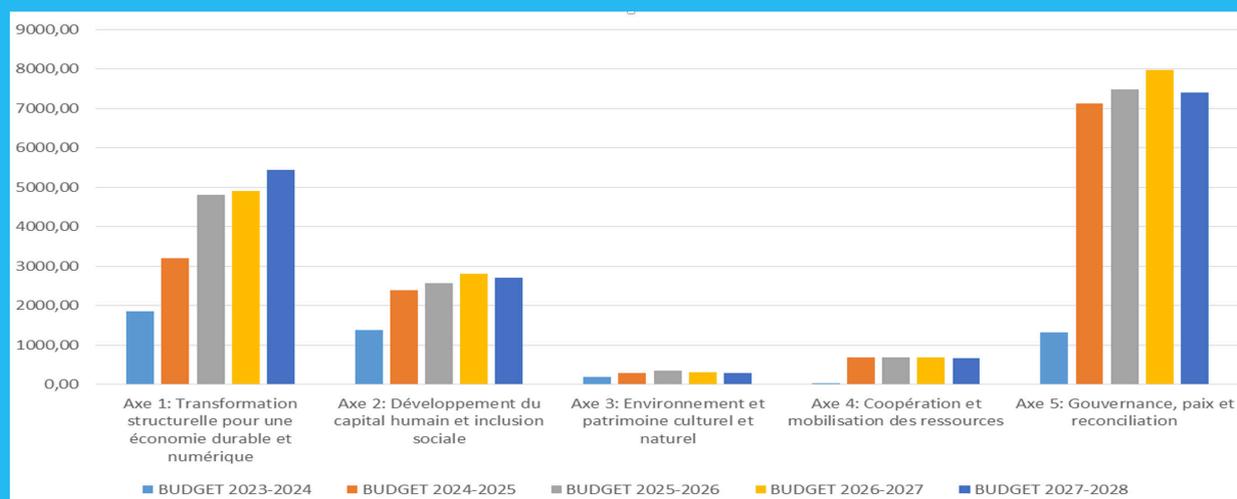


M. Alain Ndikumana,
Chef du Bureau des Études Stratégiques
et de Développement à la Présidence de la
République

Résumé de la présentation

La Vision « Burundi Pays Émergent en 2040 et Développé en 2060 » repose sur une planification stratégique rigoureuse, avec des outils de mise en œuvre tels que le Plan National de Développement (PND) révisé et son Plan d'Actions Prioritaires 2023-2027. Cette vision ambitieuse vise à transformer structurellement l'économie burundaise pour une croissance durable, inclusive et résiliente. Les enjeux clés incluent l'amélioration des conditions de vie, une transition vers une économie plus productive et un équilibre écologique. Structurée autour de cinq piliers stratégiques — engagement de l'État, efficacité économique, équité sociale, durabilité écologique, et partenariats fructueux — la vision est soutenue par 22 objectifs stratégiques, notamment le développement de l'agriculture, des infrastructures, des services financiers, de l'énergie, de la santé et de l'éducation. Ces efforts visent à réduire la dépendance à l'aide extérieure tout en favorisant une croissance inclusive et la protection des ressources naturelles.

Le PND révisé, avec un budget quinquennal de 67 455,64 milliards de BIF, se décline en cinq axes stratégiques, notamment la transformation structurelle de l'économie, le développement du capital humain, la protection de l'environnement, la mobilisation des ressources et la promotion de la gouvernance inclusive. Les priorités incluent la promotion des secteurs à forte valeur ajoutée, le renforcement des services sociaux de base, la mobilisation de partenariats internationaux, et la mise en place d'infrastructures durables. En combinant un leadership étatique fort, une gestion axée sur les résultats et des partenariats multisectoriels, cette stratégie vise à positionner le Burundi comme un acteur économique clé dans la région et à améliorer rapidement le bien-être de sa population.



Présentation 2 : Projets prioritaires du gouvernement en quête de financement (Public et privé)

Intervenant M. Audace NIYONZIMA,

Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique

M. Audace Niyonzima est un économiste chevronné et une figure clé de l'administration publique burundaise. Il a obtenu en 2002 un Diplôme d'Études Approfondies (DEA) en Sciences Économiques à l'Université de Yaoundé II, au Cameroun, marquant le début d'une carrière brillante au service de l'économie et des finances de son pays.

Entre 2003 et 2017, il a exercé des fonctions stratégiques à la Banque de la République du Burundi (BRB), où il a gravi les échelons pour devenir successivement économiste, Directeur du Département du Marché Monétaire et Financier, puis Directeur du Département des Études Économiques. Ces rôles lui ont permis de développer une expertise approfondie dans la gestion des politiques monétaires et financières.

En 2017, il a été nommé Commissaire Général de l'Office Burundais des Recettes (OBR), où il a joué un rôle déterminant dans la modernisation des systèmes fiscaux et douaniers, ainsi que dans l'augmentation des recettes publiques.

Sa performance remarquable lui a valu une promotion en 2021 en tant que 1er Vice-Gouverneur de la Banque Centrale, une position stratégique pour superviser la politique monétaire du Burundi.

Depuis 2022, M. Audace Niyonzima occupe le poste de Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Économique, où il pilote les efforts de transformation économique du pays. Son parcours témoigne d'un leadership axé sur l'efficacité, la transparence et la modernisation des institutions économiques nationales.



M. Audace NIYONZIMA,

Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique

Résumé de la présentation

Dans le cadre de la réalisation de sa Vision « **Burundi, Pays Émergent en 2040 et Pays Développé en 2060** », le Gouvernement du Burundi a conçu un outil stratégique structurant les initiatives clés alignées sur les objectifs de cette ambition nationale. Cet outil offre une synthèse claire des **47 projets prioritaires** identifiés par secteur, incluant des études de faisabilité pour la majorité d'entre eux. Ces projets couvrent des domaines essentiels tels que les infrastructures routières (16 projets), les infrastructures socio-économiques (7 projets), le transport aérien et maritime (5 projets), le commerce et le tourisme (5 projets), l'éducation (4 projets), l'agriculture et l'élevage (4 projets), l'eau et l'énergie (3 projets), ainsi que les nouvelles technologies (3 projets).

Les projets sans études de faisabilité sont également répertoriés dans les documents de planification, offrant ainsi une opportunité pour les investisseurs de choisir, via le Plan National de Développement (PND), les initiatives correspondant à leurs domaines d'intervention. Pour des informations détaillées sur ces projets et les documents associés, le site officiel https://vision-burundi.gov.bi/Accueil/table_ronde constitue une ressource clé. Cette approche vise à faciliter la compréhension des priorités nationales tout en attirant les investisseurs vers des opportunités concrètes alignées sur les objectifs de développement durable du pays.

Présentation 3 : Stratégie Nationale de la Coopération au Développement (SNCD) et son plan d'actions

Intervenant : Albert Shingiro

Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement

M. Albert Shingiro, Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération au Développement de la République du Burundi depuis le 28 juin 2020, est né en 1970 à Buhiga, dans la province de Karusi. Protestant de confession anglicane, il est marié et père de trois filles. Son parcours diplomatique, marqué par des postes clés au sein du ministère des Affaires étrangères, témoigne de son expérience et de sa maîtrise des enjeux politico-diplomatiques nationaux et internationaux.

Depuis 2006, l'Ambassadeur Shingiro a occupé plusieurs fonctions administratives et diplomatiques, notamment en tant que conseiller à la Mission Permanente du Burundi auprès des Nations Unies et secrétaire permanent au ministère des Affaires étrangères. De 2014 à 2020, il a représenté le Burundi comme ambassadeur auprès des Nations Unies, où il s'est distingué par ses interventions marquant la résilience et la fermeté du pays sur la scène internationale. Son rôle actif dans la défense des intérêts du Burundi, notamment à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, est particulièrement salué.

Doté d'un riche parcours académique, il détient une maîtrise en relations internationales de l'Université Laval au Canada (2003), ainsi qu'une formation en sciences juridiques et politiques de l'Université Nationale du Bénin. Ces qualifications, complétées par des formations spécialisées, ont forgé son expertise en diplomatie et en gestion des relations internationales.

Reconnu pour son leadership et son engagement, il a reçu de nombreux prix, dont celui du meilleur ministre de la Coopération en Afrique en 2024, et figure parmi les 100 personnalités africaines les plus influentes. Outre son rôle diplomatique, il s'illustre comme communicateur multilingue et fervent défenseur des intérêts burundais, tout en cultivant des loisirs inspirants comme la lecture spécialisée et le sport amateur.



Albert Shingiro

Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement

Résumé de la présentation

La Stratégie Nationale de Coopération au Développement (SNCD) 2023-2027 est un cadre de référence stratégique conçu pour coordonner efficacement la coopération internationale en faveur du développement du Burundi. Inspirée des discussions issues du Forum National du Développement et de la mini-table ronde de 2021, elle s'aligne sur le Plan National de Développement (PND 2018-2027) révisé et sur la Vision « Burundi, Pays Émergent en 2040 et Pays Développé en 2060 ». Fondée sur des principes tels que le leadership national, l'appropriation et la transparence, la SNCD s'articule autour de quatre axes stratégiques : le renforcement du leadership national, le développement des capacités institutionnelles, la promotion des partenariats et l'amélioration de la mobilisation et de la gestion des ressources. Elle vise une croissance inclusive et durable grâce à une coopération bilatérale, multilatérale, Sud-Sud et triangulaire.

La mise en œuvre de la SNCD repose sur un dispositif institutionnel structuré impliquant le gouvernement, les partenaires au développement, le secteur privé et la société civile. Le plan opérationnel quinquennal prévoit un coût total de 4,8 millions de dollars, financé par des contributions nationales et internationales, et met l'accent sur la diversification des partenariats, le renforcement de la coopération régionale et sud-sud, ainsi que l'augmentation des investissements transfrontaliers. Le succès de cette stratégie dépend de quatre conditions essentielles : la volonté politique, la mobilisation des ressources, le renforcement des compétences et l'adhésion des parties prenantes. La SNCD représente ainsi une approche intégrée et ambitieuse pour transformer la coopération internationale en un levier de développement durable au Burundi.

Présentation 4 : Etat de mise en œuvre des recommandations de la 2ème Edition du Forum National du secteur privé « UMUZINGA DAY »

Intervenant : Mme Marie Chantal NIJIMBERE

Ministre du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme

Marie Chantal NIJIMBERE, elle a eu une carrière professionnelle stable au sein des Organisations de la Société Civile où elle a occupé des postes de prise de décision, des postes de gestion et de coordination des projets et programmes, des postes de formateurs et Coach des jeunes. En tant que Leader et Formatrice au sein de l'Association des Scouts du Burundi, elle a participé dans l'élaboration des documents stratégiques et de programmes d'entrepreneuriat et d'autonomisation des jeunes et des femmes pour une éducation par action du Scoutisme dans la communauté tant au niveau national, régional, continental et mondial à travers l'Organisation Mondiale du Scoutisme. L'encadrement et le renforcement des capacités des jeunes et des femmes sont devenus plus qu'une profession mais une passion. Défenseur des droits de l'Enfant, elle a évolué dans les Organisations de la Société civile pour la protection des droits de l'enfant, et des mouvements d'action des Jeunes dont le Scoutisme qu'elle a intégré à l'âge de 4 ans.

Marie Chantal NIJIMBERE, membre de l'Organisation Professionnelle des Comptables du Burundi (OPC), elle est titulaire d'un diplôme de Licence dans la Faculté des Sciences Economiques et Administratives à l'Université du Burundi et d'un Diplôme de Master en Business et Administration à Mount Kenya University. Née en 1983 à l'Est du Burundi dans la province de Cankuzo, elle est mariée et mère de 3 enfants. Marie Chantal NIJIMBERE est membre du Gouvernement de la République du Burundi depuis le 28 Juin 2020, au Poste du Ministre de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias et au 18 Novembre 2021 à ce jour au Poste du Ministre du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme.



Mme Marie Chantal NIJIMBERE

Ministre du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme

Résumé de la présentation

Umuzinga Day, le Forum Annuel sur le Développement du Secteur Privé au Burundi, est une initiative stratégique visant à dynamiser la croissance économique par un dialogue public-privé renforcé et des réformes ciblées. La deuxième édition, tenue en novembre 2023, a identifié sept thématiques prioritaires, notamment le climat des affaires, le secteur financier, le tourisme, les infrastructures et l'agrobusiness, aboutissant à un plan d'actions triennal (2023-2027) doté d'un budget de 20 millions USD. Ces réformes visent principalement à améliorer l'attractivité du Burundi pour les investisseurs, créer des emplois, et renforcer la compétitivité du pays sur la scène internationale. Parmi les réalisations notables figurent la digitalisation de certains processus administratifs, la mise en place d'un fonds de garantie des dépôts et l'élaboration de stratégies pour stimuler les exportations.

Malgré des défis tels que les contraintes financières et institutionnelles, des avancées significatives ont été enregistrées, notamment dans le dialogue public-privé et la transformation du Fonds d'Impulsion en société mixte. Plusieurs réformes majeures, comme la création d'un guichet unique pour les investisseurs ou l'adhésion du Burundi au visa EAC, sont prévues pour 2025. La table ronde associée à Umuzinga Day a pour objectif de mobiliser les ressources financières nécessaires et de renforcer les partenariats public-privé pour assurer la mise en œuvre des réformes. Un cadre institutionnel de suivi et une sensibilisation accrue des parties prenantes sont considérés comme des facteurs clés pour le succès de ces initiatives ambitieuses.

Présentation 5 : Quelles opportunités pour le secteur privé dans la réalisation de la Vision Burundi 2040-2060 ?

Hon. Olivier Suguru, Président de la CFCI

Hon Olivier SUGURU, Président de la Chambre Fédéral de Commerce et de l'industrie du Burundi depuis 2022 il est également Président de l'Agence de Développement du BURUNDI et membre du Parlement Burundais.

Il fut président de la Chambre des industriels pendant 10 ans et Président du Conseil d'Administration de l'Office Burundais des recettes pendant 8 ans.

Il a une licence en Audit et Contrôle de gestion de l'Institut Supérieur de Contrôle de Gestion.



Hon. Olivier Suguru,
Président de la CFCI

Résumé de la présentation

L' Honorable Olivier Suguru, Président de la Chambre Fédérale de Commerce et d'Industrie du Burundi (CFCIB), a présente le rôle stratégique du secteur privé dans la concrétisation de la Vision Burundi 2040-2060. Cette vision aspire à transformer le pays en une économie émergente d'ici 2040 et développée d'ici 2060, grâce à une industrialisation soutenue, des infrastructures modernes et une exploitation stratégique des ressources naturelles. Des initiatives phares, telles que le chemin de fer Uvinza-Musongati-Gitega, le développement énergétique (notamment la centrale hydroélectrique Kabu 16, 20 MW) et la création de zones économiques spéciales, mettent en avant des opportunités significatives pour les investisseurs. Le potentiel est renforcé par des secteurs clés comme la santé (industries pharmaceutiques et hospitalières), l'éducation et l'agro-industrie, ainsi que des success stories exemplaires telles que l'infrastructure hôtelière de Sunstone à Rumonge et la pisciculture industrielle d'Aquaburundi, menées avec des investisseurs burundais, norvégiens et allemands. Ces avancées soulignent la nécessité d'un partenariat stratégique entre les opérateurs économiques burundais et étrangers pour conjuguer les efforts et maximiser l'impact.

La présentation met également en lumière les défis persistants, tels que l'accès limité au financement pour les PME, les infrastructures insuffisantes et la nécessité de renforcer les compétences techniques. Pour surmonter ces obstacles, des réformes structurantes sont en cours, notamment la digitalisation des services administratifs, le renforcement du cadre de dialogue public-privé et l'établissement rapide du Secrétariat Permanent du Cadre de Dialogue. Des propositions concrètes incluent la création de fonds de garantie, le développement des industries pharmaceutiques et hospitalières, et l'adhésion à des joint ventures entre opérateurs locaux et internationaux. Enfin, un appel à l'action a été lancé pour mobiliser les investisseurs nationaux et internationaux à saisir ces opportunités, transformant ainsi le Burundi en un acteur clé de la région et au-delà.





LES PANELS

Jour 1

Panel 1 : Environnement des affaires et facilitation des investissements au Burundi

Objectifs :

1. Discuter des différentes dispositions légales, réglementaires et institutionnelles qui régissent les IDE au Burundi ainsi que des réformes envisagées pour l'amélioration du climat des affaires, afin de rassurer les investisseurs quant à la protection de leurs investissements au Burundi et à la facilitation de ces dernières ;
2. Inciter les bailleurs à appuyer les projets visant l'amélioration du climat des affaires au Burundi.

Messages clés :

1. Garanties et facilités offertes par le Code des Investissements du Burundi aux investisseurs
2. Stabilité du système fiscal et du cadre macroéconomique du Burundi
3. Disponibilité des facteurs de production : Energie, ressources humaines
4. Modernisation du secteur financier pour la facilitation des flux financiers à l'échelle nationale et internationale

Facilitateur : M. Denis Nshimirimana, SG CFCIB

M. Denis Nshimirimana est un ingénieur diplômé en urbanisme et aménagement (1987), reconnu pour son parcours exceptionnel dans les domaines des travaux publics, du développement urbain, et de l'entrepreneuriat au Burundi. Bilingue (français et anglais), il a entamé sa carrière en 1988 en tant que fonctionnaire au Ministère des Travaux Publics et du Développement Urbain, avant de rejoindre un bureau d'études privé dans le secteur des bâtiments et travaux publics (1991-1994). Sa compétence et son leadership l'ont conduit à occuper des postes stratégiques tels que Conseiller du Président de la République (1995-1996), Chef de Cabinet au Ministère des Travaux Publics et de l'Équipement (1997-1998), et Ministre des Travaux Publics et de l'Équipement (1998-2000). Par la suite, il a servi comme Ministre du Développement Communal et de l'Artisanat (2000-2002), consolidant ainsi son expertise dans la gestion des infrastructures et le développement communautaire.

Entrepreneur accompli depuis 2003, Denis Nshimirimana a contribué au développement du secteur privé, en particulier dans les domaines des bâtiments, travaux publics, et de l'hôtellerie. De 2014 à 2017, il a présidé la Chambre Sectorielle Hôtellerie et Tourisme, renforçant le rôle de ce secteur dans l'économie nationale. Depuis juin 2017, il occupe le poste de Secrétaire Général de la Chambre Fédérale de Commerce et d'Industrie du Burundi (CFCIB), où il joue un rôle clé dans les commissions nationales, régionales et continentales. Parallèlement, il a présidé le Conseil d'Administration de la REGIDESO (2003-2007), consolidant son expertise en gouvernance d'entreprise.



Panelistes :

M. Audace Niyonzima, Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique

M. Audace Niyonzima, Ministre en charge des Finances est un économiste chevronné et une figure clé de l'administration publique burundaise. Il a obtenu en 2002 un Diplôme d'Études Approfondies (DEA) en Sciences Économiques à l'Université de Yaoundé II, au Cameroun, marquant le début d'une carrière brillante au service de l'économie et des finances de son pays.

Entre 2003 et 2017, il a exercé des fonctions stratégiques à la Banque de la République du Burundi (BRB), où il a gravi les échelons pour devenir successivement économiste, Directeur du Département du Marché Monétaire et Financier, puis Directeur du Département des Études Économiques. Ces rôles lui ont permis de développer une expertise approfondie dans la gestion des politiques monétaires et financières.

En 2017, il a été nommé Commissaire Général de l'Office Burundais des Recettes (OBR), où il a joué un rôle déterminant

Dr. Révérien Nizigiyimana, Directeur Général de l'ADB

Dr. Révérien Nizigiyimana est un économiste et expert en développement, actuellement Directeur Général de l'Agence de Développement du Burundi, un poste qu'il occupe depuis février 2024. Titulaire d'un doctorat en macroéconomie appliquée de l'Université Thomas Sankara (Burkina Faso), il est reconnu pour son expertise en économie monétaire et bancaire ainsi qu'en finances publiques, avec une spécialisation dans les politiques budgétaires et fiscales. Son parcours académique et professionnel témoigne d'un engagement constant envers le développement économique et social, soutenu par une solide expérience dans la recherche universitaire et l'élaboration de stratégies de développement. Avant sa nomination actuelle, le Dr. Nizigiyimana a été enseignant-chercheur à l'Université du Burundi, où il a exercé des responsabilités majeures en tant que Directeur adjoint du Centre Universitaire de Recherche pour le Développement Économique et Social (CURDES)

dans la modernisation des systèmes fiscaux et douaniers, ainsi que dans l'augmentation des recettes publiques. Sa performance remarquable lui a valu une promotion en 2021 en tant que 1er Vice-Gouverneur de la Banque Centrale, une position stratégique pour superviser la politique monétaire du Burundi.

Depuis 2022, M. Audace Niyonzima occupe le poste de Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Économique, où il pilote les efforts de transformation économique du pays. Son parcours témoigne d'un leadership axé sur l'efficacité, la transparence et la modernisation des institutions économiques nationales.



et Doyen de la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FSEG) en 2021. Il a également siégé au Conseil Universitaire pour la Recherche Scientifique (CURS). Sur le plan technique, il a contribué de manière significative à des projets d'envergure nationale, notamment en tant que membre de l'équipe d'experts appuyée par le PNUD pour concevoir la Vision Burundi Pays Émergent 2040 et Pays Développé 2060 dans le cadre du Projet d'Assistance Technique au BESD.



Représentant de l'Association des Banques, M. Boaz Nimpe

M. Boaz Nimpe est un économiste chevronné, consultant-formateur et spécialiste en gestion macroéconomique, doté d'une expérience diversifiée au niveau national et international. Depuis 2014, il occupe le poste de Secrétaire Exécutif de l'Association des Banques et Établissements Financiers du Burundi (ABEF), où il joue un rôle clé dans le développement et la régulation du secteur financier. Parallèlement, il est membre du Conseil d'Administration de l'Autorité de Régulation du Marché des Capitaux au Burundi depuis 2021, consolidant ainsi son influence dans le domaine de la finance et des marchés.

Monsieur Nimpe a également exercé des fonctions stratégiques au Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Économique pendant plus de 15 ans, notamment comme Directeur des Douanes, Conseiller technique en macroéconomie et fiscalité,

et Expert en Finances Publiques dans le cadre du Projet d'Appui à la Gestion Économique (PAGE) financé par la Banque Mondiale. À l'international, il a été Conseiller Supérieur à la Banque Africaine de Développement (BAD) et membre du Conseil intérimaire du COMESA Fund Infrastructure. Titulaire d'une Maîtrise en Finances Publiques (GRIPS, Tokyo) et d'un Diplôme d'Études Spécialisées en Économie Internationale et Développement (FUNDP, Namur), il a également obtenu des certifications en fiscalité et enseigné dans plusieurs universités burundaises, partageant son expertise en économie et en gestion publique.



Mme Jennifer Nkurunziza, Corporate Affairs Manager à la Brarudi

Mme Jennifer Nkurunziza est une experte en communication et relations publiques avec plus de 7 ans d'expérience au sein d'organisations internationales, notamment l'UNDP et le PAM. Elle a ensuite acquis une expérience à l'échelle continentale en travaillant à l'Union africaine dans le portefeuille Agriculture, Développement rural, Économie bleue et Environnement durable. De retour au Burundi, elle occupe actuellement le poste de Corporate Affairs Manager chez Brarudi, où elle est responsable de la gestion de la communication, des affaires publiques et des projets de développement durable



Jour 1

Panel 2 : Opportunités du secteur touristique au Burundi

Objectifs :

Attirer les investissements dans le secteur touristique au Burundi (hôtels, transport, aménagements des sites touristiques, etc.)

Messages clés :

1. Lac Tanganyika et son littoral ;
2. Aménagement et exploitation rationnelle des sites touristiques (infrastructures d'accueil, développement du transport et du téléphérique, artisanat, etc);
3. Opportunités du milieu naturel du Burundi (position géographique, climat, lacs, relief, végétation, animaux, etc.).

Facilitateur : M. Jean Claude Karerwa Ndenzako, Chef de Bureau chargé des Affaires Politiques et Socioculturelles à la Présidence de la République

M. Jean-Claude Karerwa Ndenzako est un professionnel multidisciplinaire, enseignant-chercheur et expert en gestion des ressources humaines et en linguistique. Il est titulaire d'un Master en Gestion (MBA), spécialisé en gestion des ressources humaines, ainsi que d'une licence en langue et littérature anglaises obtenue à l'Université du Burundi en 2005. Son parcours académique est complété par des formations postuniversitaires au Royaume-Uni, où il a obtenu un diplôme en relations internationales (St Peter's College of London, 2007-2008), une certification pour enseigner l'anglais aux étrangers (Oxford House College, 2010) et un MBA (2008-2009). Par ailleurs, son expérience militaire, acquise à l'Institut Supérieur des Cadres Militaires (ISCAM) de 1996 à 2005, renforce son profil multidimensionnel.

Actuellement Chef de Bureau chargé des Affaires Politiques et Socioculturelles à la Présidence de la République,

il a également exercé en tant que Porte-parole du Président, Rédacteur en Chef de la Presse Présidentielle, et Traducteur-Interprète. Entre 2010 et 2021, il a enseigné dans plusieurs universités burundaises, couvrant des disciplines telles que la gestion des ressources humaines, la traduction-interprétariat, et l'anglais appliqué aux affaires. Traducteur certifié et chercheur en anthropologie culturelle, il est membre actif de l'Académie Rundi et a contribué à des initiatives académiques et institutionnelles majeures. Son expertise, associée à une riche expérience linguistique et pédagogique, en fait une figure incontournable sur les plans national et international.



Panelistes :

Ministre en charge du Tourisme ;

Mme. Marie Chantal Nijimbere est une leader reconnue pour son engagement envers l'autonomisation des jeunes et des femmes, ainsi que la défense des droits de l'enfant. Sa carrière professionnelle s'est développée au sein des Organisations de la Société Civile, où elle a occupé des postes stratégiques dans la gestion, la coordination de programmes et la formation. En tant que membre influente de l'Association des Scouts du Burundi, elle a contribué à l'élaboration de programmes d'entrepreneuriat et d'éducation communautaire au niveau national, régional et mondial. Ses efforts constants pour renforcer les capacités des jeunes et promouvoir la protection des droits de l'enfant illustrent une carrière passionnée et tournée vers l'impact social.

Titulaire d'une Licence en Sciences Économiques et Administratives (Université du Burundi) et d'un Master en Business Administration (Mount Kenya University), Marie Chantal Nijimbere est également membre de l'Organisation Professionnelle des Comptables du Burundi (OPC). Depuis 2020, elle occupe des responsabilités ministérielles au sein du Gouvernement du Burundi, d'abord comme Ministre de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias, puis, depuis 2021, comme Ministre du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme, où elle joue un rôle clé dans le développement socio-économique du pays.



M. Edouard Bagumako, Expert du secteur touristique à la CFCIB

M. Edouard Bagumako est un ingénieur technicien spécialisé en aménagement et urbanisme, ayant consacré sa carrière au développement du secteur touristique au Burundi. Il a débuté en 1988 comme ingénieur chargé de l'aménagement et de la gestion des sites touristiques à l'Office National du Tourisme du Burundi, avant de gravir les échelons pour devenir Chef du Département des Études et de la Documentation, puis Conseiller chargé de la Promotion Touristique. En 1992, il a enrichi son expertise avec un Master de Spécialisation en Sciences Touristiques obtenu à Rome, complété par des formations en gestion des destinations touristiques en Belgique (2004) et en management du tourisme en Thaïlande (2006).

au Patrimoine Mondial Immatériel de l'UNESCO. Engagé dans le partenariat public-privé, il est membre actif de comités techniques, notamment pour le suivi du Projet pour l'Emploi et la Transformation Économique (PRETE) et des États Généraux du Tourisme 2023, où il a agi comme modérateur. Il a également contribué à la création d'établissements touristiques et à la promotion de l'image de marque du Burundi au sein de la Communauté Est Africaine, consolidant son rôle de leader dans le secteur touristique national.



Depuis 2008, il dirige son propre tour-opérateur, Burundi Green Destinations (BURUNDIDES), le premier à être établi à l'échelle nationale. Il a joué un rôle clé dans l'élaboration de documents stratégiques majeurs, tels que la Politique Sectorielle du Tourisme (2007), les Stratégies Nationales de Développement Durable du Tourisme (2010-2021 et 2022-2031), et l'étude sur les sites touristiques nationaux, incluant l'inscription du tambour burundais

M. Delphin Kaze, Représentant de la Fondation KIBIRA

M. Delphin Kaze est un entrepreneur social visionnaire et innovateur burundais, connu pour ses contributions remarquables à l'entrepreneuriat vert et à la conservation de l'environnement. Co-fondateur de la Fondation Kibira, il a initié des programmes transformateurs de conservation et de développement communautaire autour du Parc National de la Kibira, une ressource écologique et culturelle clé au Burundi. Sous sa direction, la fondation a mis en œuvre un modèle de cogestion novateur, intégrant la conservation de la biodiversité, l'écotourisme et l'autonomisation économique des communautés locales.

Il est le fondateur et PDG de Kaze Green Economy (KAGE) Ltd, une entreprise sociale pionnière qui lutte contre la déforestation grâce à la production de briquettes de charbon écologique à partir de résidus agricoles.

Ces initiatives ont permis de réduire la pollution intérieure, de générer des revenus pour les agriculteurs et d'améliorer l'accès à des solutions de cuisson propres et abordables. Delphin copréside le sous-comité sur le changement climatique et la durabilité. Ambassadeur pour l'African Youth Climate Hub, il a collaboré avec le PNUD Burundi pour intégrer des groupes vulnérables, notamment les jeunes et les femmes, dans les chaînes de valeur de l'énergie propre.







Jour 2

Panel 1 : Opportunités dans l'Agriculture et l'agro-industrie

Objectifs :

Présenter les opportunités et les besoins d'investissement dans l'agriculture moderne et l'agro-industrie pour accroître les revenus

Messages clés :

1. Opportunités de production agro-pastorale au Burundi
2. Opportunités de transformation et commercialisation des produits agro-pastoraux au Burundi
3. Exploitation de la pêche industrielle sur le Lac Tanganyika ;
4. Existence des institutions de recherche et de certification des semences et des produits transformés dans l'agro-industrie

Facilitateur du Panel : Prof. KABONEKA Salvator/UB

Prof. Salvator Kaboneka est un expert de renom en agronomie, spécialisé en chimie et fertilité des sols. Il est titulaire d'un PhD en Agronomie (Option Chimie et Fertilité des Sols) obtenu en 1998 à l'Université d'Arkansas, Fayetteville (USA), d'un Master en Agronomie de la même université (1993), et d'un Diplôme d'Ingénieur Agronome de l'Université du Burundi (1986). Actuellement, il est Professeur Associé des Sciences du Sol à la Faculté d'Agronomie et de Bio-Ingénierie (FABI) de l'Université du Burundi et Professeur Visiteur dans plusieurs institutions académiques, notamment l'Université Polytechnique de Gitega, l'Université de Ngozi et l'Université Lumière de Bujumbura.

Prof. Kaboneka a également été Consultant pour la FAO Burundi (2001-2015), Directeur de Recherche (1999-2001) et Chercheur à l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU) à plusieurs reprises.

Auteur et co-auteur de nombreuses publications scientifiques, ses recherches portent sur la gestion intégrée de la fertilité des sols, la dynamique de la matière organique, l'agroforesterie, et la gestion de l'acidité des sols tropicaux. Participant actif à des forums internationaux prestigieux tels que l'Assemblée Générale de l'Union Européenne de GéoSciences (2015) et le World Food Prize Symposium (1997), il est également reconnu pour son engagement dans la diffusion du savoir, notamment à travers ses contributions au Premier Forum National sur le Développement du Burundi (2021) et ses Leçons Inaugurales à l'Université du Burundi (2019, 2022).



Panelistes :

M. Prosper DODIKO, Ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage

M. Prosper Dodiko, ingénieur agronome diplômé avec distinction de l'Université du Burundi, a débuté sa carrière dans le secteur privé avant d'intégrer la fonction publique en 2006. Il a acquis une expertise reconnue en planification stratégique, subventions agricoles et suivi-évaluation grâce à des formations nationales et internationales (Pays-Bas, Sénégal, France, Canada). En tant que Directeur de la Fertilisation et de la Protection des Sols (2011-2019), il a lancé le Programme National de Subvention des Engrais au Burundi (PNSEB), faisant passer l'utilisation des engrais de 6 000 à 100 000 tonnes.

Nommé successivement Directeur Général de la Planification Environnementale, Agricole et d'Élevage (2019-2022) et Secrétaire Permanent (2022-2023), il a initié des documents stratégiques majeurs, dont le DOPEAE, et des mécanismes de planification conjointe avec les partenaires. Depuis 2023, en tant que ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage, il préside des instances régionales et internationales clés, dont la COMIFAC et l'Autorité du Lac Tanganyika, renforçant la coopération régionale et la gestion durable des ressources naturelles.



Ministre du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme ;

Mme. Marie Chantal Nijimbere est une leader reconnue pour son engagement envers l'autonomisation des jeunes et des femmes, ainsi que la défense des droits de l'enfant. Sa carrière professionnelle s'est développée au sein des Organisations de la Société Civile, où elle a occupé des postes stratégiques dans la gestion, la coordination de programmes et la formation. En tant que membre influente de l'Association des Scouts du Burundi, elle a contribué à l'élaboration de programmes d'entrepreneuriat et d'éducation communautaire au niveau national, régional et mondial. Ses efforts constants pour renforcer les capacités des jeunes et promouvoir la protection des droits de l'enfant illustrent une carrière passionnée et tournée vers l'impact social.

Marie Chantal Nijimbere est également membre de l'Organisation Professionnelle des Comptables du Burundi (OPC). Depuis 2020, elle occupe des responsabilités ministérielles au sein du Gouvernement du Burundi, d'abord comme Ministre de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias, puis, depuis 2021, comme Ministre du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme, où elle joue un rôle clé dans le développement socio-économique du pays.



Titulaire d'une Licence en Sciences Économiques et Administratives (Université du Burundi) et d'un Master en Business Administration (Mount Kenya University),

Dr. Ir NIYONGERE Célestin, Représentant du domaine de la recherche à l'Institut Science Agronomique du Burundi ;

Dr. Ir. Célestin Niyongere est un expert reconnu en horticulture, titulaire d'un doctorat en horticulture de l'Université Jomo Kenyatta d'Agriculture et de Technologie (JKUAT-Kenya) et d'un Master international en protection des cultures tropicales de l'Université de Gembloux (Belgique). Depuis 2012, il dirige le Programme de Production Végétale à l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU), où il supervise le développement et la mise en œuvre de projets agricoles stratégiques, tout en mobilisant les parties prenantes pour un alignement avec les priorités nationales. Son travail met l'accent sur des défis critiques tels que la résistance aux maladies et l'adaptation au changement climatique, avec pour objectif de promouvoir une agriculture durable.

Dr. Niyongere a coordonné la sélection et l'inscription de plusieurs variétés de cultures dans le Catalogue National, et a établi des partenariats avec des organisations de renom, dont Africa Harvest,

M. Rama Kant Pandey, Représentant du secteur privé : SAVONOR ;

Rama Kant Pandey est spécialisé dans la gestion à grande échelle de la production et des opérations dans les secteurs de l'agroalimentaire, des boissons et des biens de consommation courante.

Fort de plus de 38 ans d'expérience internationale, cet Expert en croissance des entreprises, planification stratégique, redressements et création de valeur est reconnu pour son leadership inspirant, ses compétences analytiques approfondies et sa capacité à garantir des performances commerciales durables, même dans les environnements les plus compétitifs.

Son expertise s'étend à des domaines tels que l'agriculture, les produits laitiers, les jus, les crèmes glacées, l'eau embouteillée,

FAO, FIDA, IFDC, CABI, et IITA. Expert en projets sensibles au genre, il a mené le projet CABI-Plantwise (2021-2023), financé par l'Ambassade des Pays-Bas, qui a permis la création de cliniques phytosanitaires dans toutes les communes du pays, renforçant ainsi la sécurité alimentaire grâce à une gestion intégrée des ravageurs et maladies. Membre actif de l'International Society of Horticulture Sciences (ISHS) depuis 2012, il a présidé le comité directeur de BARNESA (Banana Research Network for East and Southern Africa, 2011-2013) et est membre du réseau MusaNet, consolidant sa position en tant qu'acteur clé du développement agricole en Afrique



les huiles comestibles, les savons, les détergents et d'autres produits de grande consommation. Il a démontré un savoir-faire éprouvé dans la gestion de startups, la conduite de redressements efficaces et le pilotage d'équipes interfonctionnelles, réalisant ainsi des résultats commerciaux remarquables et durables.



Panel 2 : Système de santé accessible et moderne

Objectifs :

Discuter des avancées et des opportunités d'investissement dans le système de santé, en vue de la modernisation du secteur de la santé à travers la mise en place d'infrastructures hospitalières de pointe (réseaux de soins connectés) et le développement des nouvelles technologies de santé (télémédecine).

Messages clés :

1. Le système de la santé burundais enregistre des avancées remarquables bien que des défis persistent
2. La modernisation des infrastructures médicales constitue une opportunité pour les investisseurs privés
3. Témoignage de Tanganyika Care sur les incitations d'investissements
4. Partage d'expérience étrangère et motivation d'investir au Burundi

Facilitateur du Panel : Dr. Juma Ndereye (PSI)

Dr. Juma Ndereye est un médecin expérimenté, titulaire d'une maîtrise en Santé Publique, avec une carrière diversifiée dans les domaines de la médecine clinique, de la gestion des programmes de santé et de l'enseignement. Il a joué un rôle clé dans l'amélioration des systèmes de santé au Burundi et au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est. Sa carrière a débuté en tant que clinicien et Directeur de l'hôpital de district de Cibitoke, où il a combiné des responsabilités cliniques, administratives et de santé publique, avant de devenir Assistant à l'Institut National de Santé Publique, une institution spécialisée dans la formation des professionnels de santé et la recherche sur les systèmes de santé.

Dr. Juma a également occupé des postes stratégiques au Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida, notamment en tant que Directeur du Programme National Santé de la Reproduction,

puis en tant que Directeur des Programmes pour l'organisation internationale Population Services International (PSI). Polyglotte et passionné par la santé publique, il possède une expertise particulière dans la santé maternelle et infantile et une connaissance approfondie des systèmes de santé des pays du Sud. Engagé et orienté vers le travail d'équipe, il est reconnu pour son dévouement à renforcer les capacités des professionnels de la santé et pour son approche innovante en matière de gestion et de développement des services de santé.



Panelistes :

Dr. Lydwine BARADAHANA, Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA ;

Dr. Lydwine Baradahana, médecin et experte en santé publique, est une figure influente dans le domaine de la santé au Burundi. Elle est actuellement Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA, où elle se distingue par son leadership dans le renforcement des systèmes de santé et la lutte contre les maladies prioritaires comme le paludisme, la tuberculose et le VIH. Avec un doctorat en médecine générale et parasitologie, elle a enrichi son expertise grâce à des certifications professionnelles, notamment dans la gestion des programmes de santé et la mobilisation de financements internationaux. Son action a permis de renforcer les stratégies nationales de lutte contre le paludisme et d'améliorer l'accès aux soins de santé pour les populations vulnérables.

Avant de devenir ministre, Dr. Baradahana a occupé plusieurs postes clés. Elle a été

Dr KAMANA Jean, Coordonnateur de la Cellule Technique Nationale (CT-FBP) ;

Dr. Jean Kamana est un médecin et expert en santé publique, actuellement Coordonnateur de la Cellule Technique Nationale (CT-FBP) au ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA au Burundi. À ce poste, il supervise la mise en œuvre du Financement Basé sur la Performance (FBP) et des programmes de gratuité des soins pour les enfants de moins de cinq ans, les femmes enceintes, et les bénéficiaires de la Carte d'Assistance Médicale (CAM), en assurant la gestion et la coordination des remboursements de ces prestations essentielles.

Diplômé de la Faculté de Médecine de l'Université Nationale du Rwanda avec un doctorat en 1980 et titulaire d'une maîtrise en santé publique de l'Institut de Médecine Tropicale d'Anvers (Belgique) en 1991, Dr. Kamana possède une solide expertise en gestion et organisation des systèmes de santé.

Son parcours l'a amené à occuper des postes stratégiques, notamment en tant que Directeur de l'Hôpital de Kayanza,

Consultante Internationale pour Roll Back Malaria (RBM) sous l'égide de l'UNOPS, appuyant divers pays dans la conception et l'évaluation de programmes de lutte contre le paludisme. Au Burundi, elle a dirigé le Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP) et supervisé la gestion des subventions du Fonds Mondial. Elle a également assumé des fonctions de direction au CHU de Kamenge et dans plusieurs hôpitaux, tout en conseillant techniquement la Direction Générale de la Santé Publique. Reconnue pour ses contributions exceptionnelles à la santé publique, son expertise et sa vision stratégique continuent de transformer le paysage sanitaire du pays.



Directeur de départements stratégiques au ministère de la Santé, et Ministre de la Santé Publique (2001-2005). Consultant national pour des organisations internationales, il s'est également spécialisé dans la gestion des programmes liés au paludisme. Depuis 2009, il pilote des initiatives visant à améliorer les services de santé, à renforcer les capacités des acteurs et à mobiliser des financements internationaux, consolidant ainsi sa position comme un acteur clé du système de santé au Burundi.



Dr. Pascal Abayo, Président-Directeur Général du Tanganyika Hospital ;

Dr. Jean-Pascal Abayo est un chirurgien et urgentiste reconnu, diplômé en médecine et chirurgie générale et mini-invasive de l'Université de Liège (Belgique) en 2016. Il détient également un Master en épidémiologie et économie de la santé, une spécialisation qui enrichit son approche innovante et axée sur l'efficacité dans le domaine médical. Visionnaire et entrepreneur, il est le fondateur et Président-Directeur Général du Tanganyika Hospital, devenu une référence nationale au Burundi pour ses avancées en soins de santé spécialisés. Sous sa direction, l'hôpital a introduit des pratiques novatrices, telles que la prothèse du genou, la chirurgie de la colonne vertébrale, la coelioscopie avancée, et la chirurgie vasculaire, réduisant significativement les évacuations sanitaires à l'étranger.

En parallèle, Dr. Abayo poursuit une carrière active en tant que chirurgien et urgentiste en Belgique et en France,

ce qui lui permet de rester à la pointe des pratiques médicales internationales. Engagé dans l'amélioration de l'accès aux soins, il est également impliqué dans la distribution de médicaments et d'équipements médicaux abordables dans la région. Il a établi des partenariats stratégiques, notamment avec l'Université catholique de Louvain, qui soutient la formation et le transfert de compétences au Tanganyika Hospital. Multilingue (Kirundi, Français, Anglais, et Swahili), il incarne un leadership tourné vers l'excellence et l'impact global.



Panel 3 : Infrastructures structurantes et Nouvelles Technologies Développement

Objectifs :

Explorer les opportunités d'investissement dans les infrastructures (énergie, transport, logement, etc.) et les nouvelles technologies (digitalisation, connectivité) pour soutenir le développement durable et l'innovation au Burundi.

Messages clés :

1. Investissement dans les Infrastructures structurantes (terrestres, aéroportuaires, ferroviaires, etc.)
2. Investissement dans les infrastructures technologiques (connectivité, digitalisation, systèmes intelligents, etc.).
3. Recherche-Développement et innovation

Facilitateur du Panel : Mme. Rosine Guilène Gatoni, Porte-Parole du Président et Cheffe de Bureau chargé de l'Information, de la Communication et du Porte-Parolat à la Présidence de la République

Mme Rosine Guilène GATONI est une figure montante de la jeunesse burundaise dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC). Titulaire d'une licence en informatique et d'un master en réseaux et télécommunications avec une spécialisation en sécurité des réseaux, obtenus à l'Université Ibn Khaldoun de Tiaret, son parcours académique a été enrichi par des certifications et formations spécialisées, notamment en technologies CISCO, leadership et management ainsi qu'en méthodologies de développement local durable.

Elle a débuté sa carrière dans l'enseignement supérieur, où elle a enseigné les disciplines liées aux nouvelles technologies dans plusieurs universités. À 27 ans, elle accède à de hautes fonctions publiques en devenant Directrice Générale des Technologies de l'Information et de la Communication au sein du Ministère en charge de la communication et des TIC, tout en assumant les fonctions de Vice-Présidente du Comité Directeur du Fonds de Service Universel du Burundi.

Dans ce rôle, elle a été au cœur de la formulation et de la mise en œuvre des cadres stratégiques nationaux en matière de TIC. En tant que présidente de plusieurs commissions nationales, elle a dirigé l'élaboration et la révision de documents clés tels que le projet de loi portant Code des communications électroniques et postales, la stratégie nationale de cybersécurité et de lutte contre la cybercriminalité, et le cadre légal régissant le Fonds de Service Universel. Son expertise dans la conception et le développement de projets TIC l'a également positionnée comme point focal pour des initiatives stratégiques aux niveaux continental, régional et national.

Parmi celles-ci figurent le Programme des Infrastructures pour le Développement d'Afrique dans le volet TIC, l'initiative panafricaine African Girls Can Code au Burundi, promouvant l'inclusion des filles et des femmes dans les STEM, et le Projet d'Appui aux Fondations de l'Économie Numérique, axé sur le renforcement de l'infrastructure numérique au Burundi. Parallèlement à sa carrière dans les TIC, Mme GATONI s'est distinguée comme une figure influente dans les organes de jeunesse. Éluée Secrétaire Nationale au Conseil National de la Jeunesse, elle a servi un mandat de cinq ans, plaidant pour une plus grande inclusion des jeunes dans les processus décisionnels nationaux et internationaux.

A 30 ans, Mme GATONI a été nommée Porte-Parole du Président de la République et Cheffe du Bureau chargé de l'Information, de la Communication et du Porte-Parolat à la Présidence. Dans ces fonctions, elle continue de capitaliser sur son expertise en TIC, son aptitude multilingue, et son sens stratégique pour renforcer la communication présidentielle et promouvoir une gouvernance axée sur l'innovation numérique et la transparence.



Panelistes :

M. Dieudonné DUKUNDANE, Ministre des Infrastructures, de l'Équipement et des Logements Sociaux ;

M. Dieudonné Dukundane est un leader expérimenté en gestion des infrastructures et en intégration régionale, actuellement Ministre des Infrastructures, de l'Équipement et des Logements Sociaux du Burundi, poste qu'il occupe depuis septembre 2022. Titulaire de diplômes de l'Académie Maritime d'Anvers en Belgique et de l'Université du Burundi (Faculté des Sciences Économiques), il cumule plus de 18 ans d'expérience dans la gestion de projets stratégiques et la collaboration avec des institutions nationales et internationales en Afrique de l'Est et Centrale. Sa carrière a été marquée par des rôles de haut niveau, notamment en tant que Secrétaire Exécutif du Corridor Central (2016-2022), Directeur Régional Chargé de l'Environnement à l'Autorité du Lac Tanganyika (2022), et Directeur Général de l'Autorité Maritime, Ferroviaire et Portuaire (2012-2014). Il a également travaillé pour TradeMark East Africa en tant que Chargé de Programmes Logistiques (2014-2016) et au Ministère des Transports (2008-2012).

M. Dukundane a été reconnu pour ses performances exceptionnelles, ayant reçu deux Prix Présidentiels (2018 et 2022),

Prof. Michelle Mukeshimana, Institut des Technologies Numériques ;

Prof. Michèle Mukeshimana est une experte en sciences et technologies informatiques, titulaire d'un doctorat de l'Université des Sciences et Technologies de Pékin (2018), avec une spécialisation en apprentissage automatique et en reconnaissance de formes. Actuellement Doyenne de l'Institut des Technologies Numériques (ITN) de l'Université du Burundi, elle joue un rôle clé dans la promotion de l'innovation technologique et de la recherche dans le domaine des technologies numériques. Ses travaux de recherche portent sur des thématiques avancées, notamment l'intelligence artificielle, l'apprentissage automatique, la reconnaissance de formes appliquée à l'image, au son et au texte, ainsi que la programmation web et les technologies multimédias.

Avant de rejoindre l'Université, Michèle Mukeshimana a travaillé en tant qu'Ingénieure Informaticienne à l'ONATEL Burundi (2007-2012), où elle a occupé le poste de Chef de Service Informatique. Depuis 2012, elle s'investit dans l'enseignement supérieur, contribuant activement au développement des

un Prix Continental (2022), ainsi qu'un titre honorifique d'« Ambassadeur du Corridor Central » pour sa contribution à l'avancement du commerce régional et des programmes d'intégration. Il a également participé à des formations de pointe à Singapour, en Belgique, en Afrique du Sud et en Chine, renforçant son expertise dans les transports internationaux, la planification stratégique, la mobilisation des financements pour des infrastructures multimodales (routes, chemins de fer, ports), ainsi que dans la gestion de projets complexes tels que le Programme de Transport Intégré des grands lacs et le projet de chemin de fer Uvinza-Musongati-Gitega-Kindu. Sa vision stratégique et son leadership continuent de transformer le paysage des infrastructures au Burundi et dans la sous-région.



compétences en technologies de l'information et des télécommunications au Burundi. Elle a récemment coordonné des projets stratégiques, dont un projet soutenu par l'UNESCO sur l'utilisation de l'intelligence artificielle dans la gestion des catastrophes (Programme AWITAI, 2024), ainsi que la mise en place de l'Institut des Technologies Numériques (ITN) dans le cadre du Projet PACEJ, financé par la Banque Mondiale. Ce parcours illustre son leadership, son expertise et son engagement envers l'innovation technologique au service du développement en Afrique.



M. Pascal Yembiline, Représentant de la BAD au Burundi ;

M. Pascal Yembiline, économiste centrafricain de renom, possède plus de 21 ans d'expérience dans la conception de stratégies de développement, l'analyse macroéconomique et monétaire, et la gestion de portefeuilles complexes en collaboration avec des parties prenantes nationales et internationales. Diplômé du Centre d'Études et de Recherche sur le Développement International (CERDI) en France, il est actuellement Responsable Pays pour le Burkina Faso (RDGW) à la Banque Africaine de Développement (BAD), après avoir exercé comme économiste pays pendant 12 ans pour des pays tels que le Congo, le Gabon, la Côte d'Ivoire et la Guinée Équatoriale. Avant de rejoindre la BAD, il a occupé des postes stratégiques à la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), où il a dirigé des départements chargés de la conception et de la mise en œuvre des politiques macroéconomiques et financières, renforçant ainsi son expertise en gestion des politiques publiques et en gouvernance financière.

Depuis son entrée à la BAD en 2005, Pascal Yembiline a dirigé des portefeuilles complexes et élaboré des Documents Stratégiques Pays (CSP) pour plusieurs nations, tout en collaborant étroitement avec des gouvernements,

des acteurs du secteur privé, des organisations de la société civile, et des partenaires au développement. Ces responsabilités lui ont permis de développer des compétences solides en coordination programmatique, en mobilisation de partenariats stratégiques, et en gestion des opérations régionales et nationales du Groupe de la Banque. Avec 11 années d'expérience sur le terrain, notamment en Côte d'Ivoire, au Gabon et au Burkina Faso, il s'est distingué par sa capacité à bâtir des relations solides et à répondre efficacement aux besoins des pays dans le respect des standards de la Banque. Sa vision stratégique et son engagement envers le développement durable continuent de guider ses efforts pour transformer les économies africaines et promouvoir une croissance inclusive.



Panel 4 : Energie et Mines

1. Exploiter le potentiel des Energies renouvelables du Burundi pour accélérer le Développement.
2. Accélérer l'exploitation minière au bénéfice de la population

Objectifs :

Promouvoir l'investissement dans les énergies renouvelables (solaire, éolien, hydroélectrique) pour accroître l'offre énergétique et accélérer le développement durable.

Messages clés :

1. Grand potentiel hydro-électrique, solaire et éolien
2. Opportunités d'investir dans le secteur énergétique pour répondre aux besoins de grands projets industriels et miniers
3. Cadre légal et réglementaires favorables aux investissements public-privé
4. Exemples réussis de partenariats public-privé (PPP) existent

Facilitateur du Panel : Evrard HAVYARIMANA

M. Évrard Havyarimana, expert chevronné en finance de projets avec plus de 15 ans d'expérience, est le Président et Fondateur de Growth Supply, un groupe basé à Paris depuis 2019. À la tête d'une équipe internationale, il pilote des initiatives stratégiques axées sur les énergies renouvelables, les infrastructures et la transformation numérique, en mettant l'accent sur le développement durable et l'innovation. Parmi ses principales réalisations figurent le développement et le financement de centrales solaires en Afrique via Growth Energy et l'accompagnement des entreprises dans leur transition digitale grâce à ses filiales Asking et MFG Technologies.

Visionnaire et engagé, Évrard Havyarimana joue un rôle clé dans la transformation des économies africaines en mobilisant des solutions technologiques et énergétiques durables.

Il se consacre également à la formation des talents locaux et au renforcement des capacités pour promouvoir l'émergence d'une nouvelle génération de leaders. Reconnu pour son leadership stratégique et sa capacité à forger des partenariats solides, il est aujourd'hui une figure influente dans les secteurs de la finance durable, des énergies propres et de la transformation numérique, contribuant ainsi à un impact positif aussi bien en Afrique qu'à l'échelle mondiale.



Panelistes :

M. Ibrahim UWIZEYE, Ministre de l'Hydraulique, de l'Énergie et des Mines ;

M. Ibrahim Uwizeye, ingénieur industriel spécialisé en aménagement et urbanisme, est l'actuel Ministre de l'Hydraulique, de l'Énergie et des Mines du Burundi, poste qu'il occupe depuis 2020. Marié et père de trois enfants, il réside à Carama III, Bujumbura. En sa qualité de ministre, il est chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques nationales dans les domaines de l'hydraulique, de l'énergie, de la géologie et des mines, contribuant de manière significative à la gestion durable des ressources naturelles et au développement des infrastructures. Depuis 2023, il préside également l'Assemblée Générale de la Société Internationale d'Électricité des Pays des Grands Lacs, renforçant sa présence et son influence sur les initiatives énergétiques régionales.

Sa carrière a débuté dans l'aménagement urbain après l'obtention de son diplôme d'ingénieur à l'Université du Burundi. Il a exercé des fonctions techniques et managériales, notamment en tant que Chef d'Antenne Nord de l'Urbanisme et de l'Habitat (2006-2009) et Directeur de la Gestion Urbaine (2009-2010).

Il a également supervisé des projets communautaires stratégiques, tels que la construction d'un abattoir à Ngozi et d'un marché moderne à Mabanda. Sur le plan politique, il a siégé à l'Assemblée Nationale du Burundi de 2010 à 2020, au sein de la Commission Permanente de l'Agriculture, de l'Élevage, de l'Environnement et des Travaux Publics, où il a contribué à la promotion des politiques de développement durable. Titulaire d'une expertise enrichie par des formations en gestion d'entreprise et en amélioration des bidonvilles (Mali et Kenya), Monsieur Uwizeye est aujourd'hui une figure incontournable dans les secteurs de l'hydraulique, de l'énergie et des mines, aussi bien au niveau national que régional.



Mr. MATTHIAS NAAB, Directeur du Centre de Service Régional du PNUD à Addis Abeba, Éthiopie ;

M. Matthias Naab a plus de 20 ans d'expérience professionnelle dans le domaine du développement international et possède des connaissances approfondies et une expertise avérée dans le domaine du développement. Avant cette nomination, Matthias a été coordinateur résident des Nations unies au Cameroun, où il a dirigé le système des Nations unies dans le pays. Il a également été coordinateur résident des Nations unies aux Comores après avoir occupé plusieurs postes à responsabilité au sein du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Il a été directeur national du PNUD au Mozambique, ainsi que conseiller en gouvernance en Tanzanie et au Rwanda. Avant de rejoindre les Nations unies, M. Naab était directeur résident au Liberia et au Nigeria pour l'International Republican Institute, une organisation à but non lucratif,

où il a géré la mise en œuvre de programmes de gouvernance en partenariat avec l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). M. Naab est titulaire d'un doctorat en affaires internationales et politiques publiques de la Graduate School of Public and International Affairs de l'université de Pittsburgh aux États-Unis, où il a également obtenu un master en affaires publiques et internationales.



M. BRIAN Kelly/ANZANA Electric Group ;

M. Brian Kelly, expert reconnu en énergie et en finance, est le Fondateur et Directeur Général d'Anzana Electric Group (anciennement Virunga Power). Sous sa direction, cette entreprise se distingue par le développement, le financement et l'exploitation de projets d'énergie renouvelable décentralisée et de distribution d'électricité à travers l'Afrique de l'Est, Centrale et Australe. Ces initiatives jouent un rôle essentiel dans l'amélioration de l'accès à une énergie propre, fiable et abordable pour des communautés souvent marginalisées ou sous-desservies.

Fort de plus de 18 ans d'expérience dans le développement du secteur électrique et les investissements sur les marchés émergents,

Brian Kelly combine avec succès entrepreneuriat, capital-investissement et banque d'investissement. Ses contributions s'étendent à la fois à l'Afrique et à la région Asie-Pacifique, où il a façonné des solutions innovantes pour relever les défis énergétiques complexes. Diplômé de l'Université de Pennsylvanie, il est particulièrement reconnu pour sa capacité à mobiliser des financements innovants, alignés sur les objectifs de développement durable.



Directrice ARCP ;

Mme. Jeanne d'Arc Igirimbabazi est juriste et experte en gestion de projets, avec une spécialisation en suivi-évaluation et une maîtrise en entrepreneuriat et management des projets. Elle a débuté sa carrière au Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Économique en tant que cadre à l'Inspection Générale des Finances avant d'être transférée au Bureau de la Planification et du Suivi-évaluation. Dans ce rôle, elle a supervisé les projets financés par le budget national, acquérant une solide expérience dans la gestion des projets publics.

Depuis octobre 2019, elle est engagée au sein de l'Agence d'Appui à la Réalisation des Contrats de Partenariat Public-Privé (ARCP),

où elle a d'abord exercé comme cadre chargée du suivi-évaluation des projets PPP, avant d'être nommée Directrice de l'Agence en mars 2023. Sa carrière dans le domaine des PPP lui a permis de participer à diverses commissions de passation de contrats, notamment dans les secteurs stratégiques de l'énergie et des mines, et de bénéficier de renforcements de capacités et d'échanges d'expériences internationaux. Aujourd'hui, elle est à la tête de l'ARCP, où elle s'attèle à promouvoir des partenariats innovants entre le secteur public et privé au Burundi.



M. Quesnay de Jésus Akabahinga, Directeur Général de l' OFFICE BURUNDAIS DES MINES ;

M. Quesnay de Jésus Akabahinga, géologue de formation et Directeur Général de l'Office Burundais des Mines (OBM), est un expert de premier plan en exploration minière et en évaluation des réserves géologiques et minières. Titulaire d'un master en exploration minière de l'Université d'Ibadan (Nigeria), il possède une maîtrise avancée en cartographie géologique, analyses structurales, et en utilisation des systèmes d'information géographique (SIG). Ses compétences incluent l'identification des minéraux, l'échantillonnage, l'analyse géochimique et la modélisation des corps minéralisés, faisant de lui une figure clé du secteur minier burundais.

Son parcours professionnel est marqué par une progression constante dans le domaine minier. En tant que géologue minier pour Ntega

Mining Burundi (2021-2022), il a dirigé des cartographies détaillées et estimé les ressources minières dans le nord du Burundi, tout en veillant au respect des normes environnementales. Précédemment, en tant que géologue junior chez Ntega Holding Burundi, il a utilisé des outils SIG pour modéliser des données géologiques et géochimiques, démontrant sa maîtrise des technologies avancées dans son domaine. Parallèlement à ses fonctions de gestionnaire à l'OBM, il enseigne à l'Université du Burundi, encadrant des travaux pratiques en SIG, pétrologie et géochimie, contribuant ainsi à la formation des futurs experts en sciences minières. Grâce à son expertise, il joue un rôle crucial dans l'avancement du secteur minier et le développement des ressources naturelles au Burundi.



M. Audace Ndayizeye, Directeur Général de Musumba Holding ;

M. Audace Ndayizeye, Ingénieur mécanique de formation, titulaire d'un Master en Science de l'Université de l'Iowa, est un entrepreneur et leader burundais reconnu pour sa polyvalence et son expertise en gestion stratégique. Actuellement Directeur Général de Musumba Holding, il dirige un conglomérat diversifié opérant dans l'agro-industrie, la fabrication, l'exploitation minière, l'hôtellerie, et le conseil en développement institutionnel. Avec une carrière marquée par des postes stratégiques dans les infrastructures, les ressources minières, la gestion de l'eau transfrontalière et les changements climatiques, il a acquis une expérience significative auprès de gouvernements, d'institutions régionales et internationales, ainsi que dans le secteur privé. Engagé dans la gouvernance et la représentation institutionnelle, M. Ndayizeye préside plusieurs conseils d'administration, dont celui de l'Autorité Burundaise des Revenus (OBR) et de SOTB.

Il a également été président de la Chambre Fédérale de Commerce et d'Industrie du Burundi (2016-2022), jouant un rôle déterminant dans l'amélioration du climat des affaires.

Nommé Consul Honoraire de la République d'Indonésie au Burundi depuis 2019, il s'illustre par son engagement dans les projets de développement régional et sa maîtrise des défis économiques et infrastructurels en Afrique. Son parcours académique, débuté par une licence en ingénierie mécanique à l'Université de Tripoli, et enrichi par des études supérieures aux États-Unis, témoigne de son engagement envers l'excellence. Sa vision stratégique et son expertise en font une figure incontournable du développement économique et de l'intégration régionale en Afrique.







A vibrant garden scene with a concrete path leading through various flowers, including red and white blooms. In the background, there is a signpost and lush greenery under a cloudy sky.

ANNEXES

ANNEXE 1

Projets par objectifs stratégiques de l'Enjeu de la vision en Milliards de BIF

Enjeux/pilier/axes/programmes/projets	BUDGET 2023-2024	BUDGET 2024-2025	BUDGET 2025-2026	BUDGET 2026-2027	BUDGET 2027-2028	BUDGET QUINQUINAL
Enjeu 1: Une amélioration des conditions et de la qualité de vie de la population	1382,15	2381,27	2559,09	2801,71	2702,38	11826,59
Pilier 3: Equité sociale	1382,15	2381,27	2559,09	2801,71	2702,38	11826,59
Axe 2: Développement du capital humain et inclusion sociale	1382,15	2381,27	2559,09	2801,71	2702,38	11826,59
O.S 2: Améliorer les services sociaux de base	1382,15	2381,27	2559,09	2801,71	2702,38	11826,59
PRG04: Renforcement du système de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile, santé des adolescents/adolescentes et la	128,87	130,66	130,66	130,66	130,66	651,53
Projet d'amélioration d'accès aux services de santé	103,50	105,30	105,30	105,30	105,30	524,69
Projet d'appui à la promotion nutritionnelle	25,37	25,37	25,37	25,37	25,37	126,84
PRG05: Programme de développement des filières de formation professionnelle, technique et d'appui à l'entrepreneuriat	0,30	323,44	347,33	356,42	328,70	1356,18
Projet d'appui à la recherche et innovation	0,00	6,03	6,10	6,37	6,37	24,87
Projet d'appui à la réforme administrative	0,00	0,88	0,97	0,97	0,98	3,79
Projet d'appui à l'amélioration de la qualité du système éducatif	0,30	216,33	220,53	238,78	211,55	887,48
Projet de développement des infrastructures et des équipements scolaires	0,00	68,89	83,15	82,79	82,79	317,63
Projet de développement des infrastructures et équipements académiques	0,00	29,45	34,72	25,65	25,15	114,96
projet de mise en place des infrastructures d'accueil et équipements	0,00	1,86	1,86	1,86	1,86	7,44
PRG11: Programme de développement de l'urbanisation et d'accès aux logements décents	83,26	286,11	307,71	506,51	587,72	1771,30
Projet d'aménagement du réseau routier national	11,36	20,73	26,48	26,48	26,48	111,51
Projet d'aménagement et d'urbanisation des centres urbains et des centres à vocation urbaine	0,00	50,16	48,61	60,92	52,75	212,44
Projet d'aménagement et d'urbanisme des centres urbains et des centres à vocation urbaine	32,40	32,43	44,13	44,14	14,14	167,23
Projet de la construction de la cité des jeunes	12,50	25,00	12,50	150,00	300,00	500,00
Projet de promotion des logements sociaux	0,00	1,63	4,83	4,64	3,02	14,13
Projet de protection des ravins et des rivières dans les villes	0,00	20,00	15,00	15,00	10,00	60,00
Projet de reconstruction du Marché Central de Bujumbura	0,00	30,00	50,00	100,00	100,00	280,00
Projet de réhabilitation et restructuration des quartiers habités	0,00	15,00	15,00	15,00	0,00	45,00
Projet de Villagisation	27,00	91,16	91,16	90,34	81,34	381,00

PRG12: Programme d'augmentation de l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement	23,71	174,05	303,97	322,34	223,21	1047,28
Projet d'amélioration de l'accès à l'eau potable en milieu Urbain	6,95	53,96	199,90	216,41	121,74	598,97
Projet d'amélioration d'accès à l'eau potable en milieu rural	9,76	102,92	83,31	80,83	79,12	355,94
Projet de gestion des déchets dans les centres urbains, centres à vocation urbaine et villages	7,01	17,16	20,76	25,09	22,35	92,37
PRG16: Renforcement des capacités institutionnelles et administratives	1,86	3,07	4,28	2,62	2,52	14,34
Projet d'appui à la production statistique et la planification statistique	1,86	2,77	3,99	2,32	2,22	13,16
Projet d'appui à l'amélioration de la qualité du système éducatif	0,00	0,30	0,30	0,30	0,30	1,18
PRG17: Renforcement de la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles et la riposte aux épidémies et à toute autre	1125,92	1388,70	1387,59	1404,79	1378,92	6685,92
Projet d'amélioration d'accès aux services de santé	798,68	1036,59	1043,47	1048,46	1050,16	4977,37
Projet d'appui à la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles et la riposte aux épidémies et à toute autre urgence d	105,43	107,42	110,09	112,31	113,58	548,82
Projet d'appui à la planification, programmation et suivi-évaluation de l'information sanitaire	197,28	218,43	207,77	217,82	189,05	1030,35
Projet d'appui à la santé communautaire et environnementale	24,52	26,26	26,26	26,20	26,13	129,38
PRG18: Programme de renforcement de la protection sociale	18,24	75,25	77,55	78,37	50,64	300,05
Projet d'amélioration d'accès aux services de santé	0,00	0,00	0,74	0,00	0,00	0,74
Projet d'amélioration des régimes de sécurité sociale	4,84	19,79	11,80	11,60	11,89	59,93
Projet d'assistance sociale aux personnes vulnérables	13,40	51,22	57,94	64,96	37,15	224,67
Projet de digitalisation des services publics	0,00	4,24	7,07	1,81	1,60	14,72

Projets par objectifs stratégiques de l'Enjeu 2 de la vision en Milliards de BIF (suite)

Enjeu 2: Une transformation structurelle de l'économie et une accélération de la croissance économique	2084,80	4187,92	5861,76	5939,80	6398,50	24472,77
Pilier 2: Efficacité économique	1865,22	3216,77	4842,59	4946,86	5460,48	20329,71
Axe 1: Transformation structurelle pour une économie durable et numérique	1853,03	3196,76	4808,02	4904,03	5435,75	20197,59
O.S 1: Transformer les secteurs porteurs de croissance pour une économie soutenue et créatrice d'emploi	1853,03	3196,76	4808,02	4904,03	5435,75	20197,59
PRG01: Programme de digitalisation de l'administration publique/et d'amélioration de la qualité des services offerts aux citoyens (E	1,50	240,63	409,49	373,80	334,92	1360,34
Projet de développement des infrastructures postales	0,00	3,28	3,66	4,29	4,30	15,53
Projet de développement des infrastructures TIC	0,54	14,47	183,89	152,56	113,72	465,18
Projet d'appui à la production statistique et à la planification statistique	0,00	0,60	0,60	0,35	0,35	1,90
Projet d'appui au développement du transport terrestre	0,00	0,60	0,75	0,60	0,60	2,55
Projet de digitalisation des services publics	0,96	221,68	220,59	216,01	215,95	875,19
PRG03: Programme d'appui à la Gestion Macroéconomique et à la Mobilisation des Ressources	2,01	30,62	105,91	105,78	105,16	349,47
Projet d'appui à la création d'emploi	0,00	17,71	17,71	17,71	17,71	70,82
Projet d'appui à la réforme administrative	0,00	2,92	0,00	0,00	0,00	2,92
Projet de facilitation du commerce transfrontalier	2,01	9,99	88,20	88,08	87,45	275,74
PRG05: Programme de développement des filières de formation professionnelle, technique et d'appui à l'entrepreneuriat	62,24	103,17	113,69	120,40	128,32	527,83
Projet d'amélioration d'accès au financement et auto-emploi des jeunes	62,24	103,17	113,69	120,40	128,32	527,83
PRG06: Programme de développement d'agropoles régionales, aménagement de la plaine de l'Imbo et dépression du Mosso orient	1012,15	1559,95	2079,21	2092,98	2424,36	9168,65
Projet de recherche sur l'aménagement, écologie, et système de production agro-pastorale et halleutique	320,64	482,43	477,20	476,05	472,95	2229,27
Projet de recherche sur les cultures et développement de l'industrie semencière	21,32	35,92	38,05	39,43	37,87	170,59
Projet de transfert des technologies et innovation de la recherche	2,70	8,37	8,88	6,36	8,96	35,28
Projet d'intensification de la production des cultures industrielles	512,47	441,70	855,39	720,20	1056,97	3587,73
Projet d'intensification de la production des cultures vivrières	155,02	593,52	698,69	620,00	847,61	3145,78
PRG07: Programme d'exploitation du potentiel d'énergie renouvelable et d'extension du réseau électrique	521,76	567,63	935,84	1146,97	1390,70	4562,90
Projet de mise en place des infrastructures énergétiques	521,76	567,63	935,84	1146,97	1390,70	4562,90
PRG08: Programme de développement et modernisation des infrastructures de transports et logistiques (routières, ferroviaires, po	227,00	615,74	985,81	795,43	857,47	3481,45
Projet de développement des infrastructures sportives	0,02	2,06	40,02	56,48	77,52	176,09
Projet d'aménagement du réseau routier national	144,87	142,57	112,27	140,27	116,57	656,54
Projet d'appui au développement du transport	79,42	136,48	436,60	196,23	244,24	1092,96
Projet d'appui au développement du transport terrestre	0,00	29,14	35,91	45,84	82,99	193,88
Projet d'appui en équipements et sécurisation du mobilier et charroi de l'Etat	1,50	8,53	7,53	7,50	3,00	28,06
Projet de construction des infrastructures ferroviaires	1,20	280,17	336,68	332,32	324,35	1274,72
Projet de développement des infrastructures et équipement administratifs	0,00	16,80	16,80	16,80	8,80	59,20
PRG09: Programme de développement du secteur industriel orienté sur les produits d'exportation et d'import substitution	15,79	47,40	118,86	179,00	103,56	464,61
Projet de développement des infrastructures Industrielle et Artisanales	1,34	6,93	70,21	125,89	55,96	260,34
Projet d'appui à l'amélioration de production et à la compétitivité des produits agro-posturaux	14,45	40,47	48,65	47,11	47,60	204,27
PRG10: Programme de renforcement des capacités institutionnelles et de gouvernance du secteur minier (mines et carrières	3,54	6,03	10,79	25,64	27,69	73,69
Projet de promotion de la santé, sécurité, environnement et communauté (SSEC) dans les activités minières	0,00	0,02	0,02	0,03	0,04	0,12
Projet de recherche géologique et minière et d'exploitation des substances minérales	3,54	6,01	10,77	25,61	27,65	73,58
PRG14: Programme de sauvegarde et de valorisation du Patrimoine Culturel et Naturel	4,25	21,50	42,10	40,51	58,70	167,06
Projet d'aménagement des infrastructures et sites touristiques	4,25	21,50	42,10	40,51	58,70	167,06
PRG16: Renforcement des capacités institutionnelles et administratives	2,79	4,11	6,31	23,50	4,87	41,58
Projet d'appui à la réforme administrative	2,79	4,11	6,31	15,41	4,87	33,45
Projet de développement des infrastructures et équipements judiciaires	0,00	0,00	0,00	8,09	0,00	8,09
Projet de digitalisation des services publics	0,00	0,00	0,04	0,00	0,00	0,04

Axe 5: Gouvernance, paix et réconciliation	10,19	20,01	34,57	42,63	24,73	132,12
O.S.5: Assurer la bonne gouvernance et la cohésion sociale	10,19	20,01	34,57	42,63	24,73	132,12
PRG01: Programme de digitalisation de l'administration publique/et d'amélioration de la qualité des services offerts aux citoyens (E	0,01	0,13	1,33	1,86	0,13	3,46
Projet d'appui à la création d'emploi	0,00	0,00	0,00	1,73	0,00	1,73
Projet d'appui à la réforme administrative	0,00	0,11	1,31	0,11	0,11	1,64
Projet d'élaboration des politiques et programmes de promotion du travail décent	0,01	0,02	0,02	0,02	0,02	0,09
PRG05: Programme de développement des filières de formation professionnelle, technique et d'appui à l'entrepreneuriat	5,99	12,08	25,59	25,57	18,02	87,25
Projet d'appui à la création d'emploi	0,80	3,29	4,89	2,51	1,52	13,01
Projet d'appui à la réforme administrative	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,28
Projet d'assistance sociale aux personnes vulnérables	5,14	8,73	20,64	23,00	16,45	73,97
PRG16: Renforcement des capacités institutionnelles et administratives	4,19	7,80	7,64	15,20	6,57	41,41
Projet d'appui à la réforme administrative	4,19	7,80	7,64	15,20	6,57	41,41
Pilier 4: Ecologie et patrimoine durable	186,27	293,84	341,44	315,92	280,77	1418,24
Axe 3: Environnement et patrimoine culturel et naturel	186,27	293,84	341,44	315,92	280,77	1418,24
O.S.3: Protéger l'écologie et le patrimoine	186,27	293,84	341,44	315,92	280,77	1418,24
PRG01: Programme de digitalisation de l'administration publique/et d'amélioration de la qualité des services offerts aux citoyens (E	0,00	0,03	0,01	0,01	0,01	0,06
Projet d'appui au développement du transport terrestre	0,00	0,03	0,01	0,01	0,01	0,06
PRG06: Programme de développement d'agropoles régionales, aménagement de la plaine de l'Imbo et dépression du Mosso orient	0,00	0,17	0,00	0,00	0,00	0,17
Projet d'intensification de la production des cultures vivrières	0,00	0,17	0,00	0,00	0,00	0,17
PRG08: Programme de développement et modernisation des infrastructures de transports et logistiques (routières, ferroviaires, po	0,00	0,00	0,00	0,00	3,20	3,20
Projet d'appui au développement du transport terrestre	0,00	0,00	0,00	0,00	3,20	3,20
PRG12: Programme d'augmentation de l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement	0,00	9,75	22,60	22,50	22,50	77,35
Projet de gestion des déchets dans les centres urbains, centres à vocation urbaine et villages	0,00	9,75	22,60	22,50	22,50	77,35
PRG13: Programme sauvegarde de l'environnement et de la biodiversité, adaptation et résilience aux changements climatiques	185,30	260,55	268,72	242,51	228,91	1185,99
Projet d'adaptation et atténuation des changements climatiques	23,32	34,32	56,00	30,07	30,17	173,88
Projet d'aménagement du territoire, sécurisation foncière et gestion rationnelle des terres	161,16	201,44	184,64	184,64	167,84	899,73
Projet d'appui à la gestion foncière	0,82	24,79	28,07	27,79	30,90	112,38
PRG14: Programme de sauvegarde et de valorisation du Patrimoine Culturel et Naturel	0,97	23,34	50,11	50,90	26,16	151,47
Projet d'aménagement des infrastructures et sites touristiques	0,97	23,34	50,11	50,90	26,16	151,47
Pilier 5: Partenariat Fructueux	35,31	677,31	677,31	677,22	657,25	2724,82
Axe 4: Coopération et mobilisation des ressources	35,31	677,31	677,31	677,22	657,25	2724,82
O.S.4: Développer la coopération internationale pour une bonne mobilisation des ressources	35,31	677,31	677,31	677,22	657,25	2724,82
PRG03: Programme d'appui à la Gestion Macroéconomique et à la Mobilisation des Ressources	35,31	677,31	677,31	677,22	657,25	2724,82
Projet de développement des infrastructures sportives	7,20	10,98	11,41	10,89	11,29	51,76
Projet d'appui à la gestion de la dette et la mobilisation des ressources extérieures	28,10	666,33	666,32	666,33	645,96	2673,06

Projets par objectifs stratégiques de l'Enjeu 3 de la vision en Milliards de BIF

Enjeu 3: Une prise de décision basée sur l'évidence (données fiables) et une approche de gestion et de financement axée sur les résultats/	1308,29	7101,15	7445,47	7931,08	7370,29	31156,27
Pilier 1 : Engagement de L'Etat	1308,29	7101,15	7445,47	7931,08	7370,29	31156,27
Axe 5: Gouvernance, paix et reconciliation	1308,29	7101,15	7445,47	7931,08	7370,29	31156,27
O.S.5: Assurer la bonne gouvernance et la cohésion sociale	1308,29	7101,15	7445,47	7931,08	7370,29	31156,27
PRG01: Programme de digitalisation de l'administration publique/et d'amélioration de la qualité des services offerts aux citoyens (E	41,03	1304,29	1016,92	941,74	858,02	4162,01
Projet de développement des infrastructures Industrielle et Artisanales	0,00	0,33	0,34	0,34	0,35	1,36
Projet de développement des infrastructures TIC	15,25	472,65	506,28	488,72	450,72	1933,62
Projet d'appui à la réforme administrative	8,80	11,97	15,75	11,69	10,62	58,82
Projet d'appui à l'amélioration de la qualité du système éducatif	0,00	0,05	0,05	0,05	0,05	0,22
Projet d'appui au développement du transport	0,98	2,25	2,13	2,03	2,05	9,43
Projet d'appui au développement du transport terrestre	0,00	0,38	0,38	0,39	0,40	1,55
Projet de digitalisation des services publics	16,01	816,66	491,99	438,51	393,84	2157,01
PRG02: Programme de renforcement de la décentralisation et de la déconcentration des services publics	396,95	584,07	656,21	656,81	608,91	2902,93
Projet de développement des infrastructures Industrielles et Artisanales	396,95	584,05	654,19	654,77	607,90	2897,87
Projet d'appui à la réforme administrative	0,00	0,01	2,01	2,03	1,00	5,06
PRG03: Programme d'appui à la Gestion Macroéconomique et à la Mobilisation des Ressources	15,81	36,27	31,41	24,17	16,90	124,56
Projet d'appui à la gestion foncière	5,28	22,34	20,81	13,53	9,59	71,55
Projet de construction de nouveaux bureaux des douanes et des taxes internes	10,53	13,93	10,60	10,64	7,32	53,01
PRG09: Programme de développement du secteur industriel orienté sur les produits d'exportation et d'import substitution	0,00	0,79	0,85	0,92	0,98	3,53
Projet de développement des infrastructures Industrielle et Artisanales	0,00	0,79	0,85	0,92	0,98	3,53
PRG13: Programme sauvegarde de l'environnement et de la biodiversité, adaptation et résilience aux changements climatiques	1,16	1,20	1,24	1,28	0,73	5,61
Projet d'adaptation et atténuation des changements climatiques	1,16	1,20	1,24	1,28	0,73	5,61
PRG14: Programme de sauvegarde et de valorisation du Patrimoine Culturel et Naturel	0,00	2,45	1,11	1,19	1,28	6,03
Projet d'aménagement des infrastructures et sites touristiques	0,00	2,45	1,11	1,19	1,28	6,03
PRG15: Gouvernance du secteur de la population pour une démographie soutenable	1,29	164,15	36,02	24,29	4,09	229,85
Projet d'amélioration de la gestion d'état Civil	0,00	140,02	0,00	0,00	0,00	140,02
Projet d'assistance sociale aux personnes vulnérables	0,50	5,59	6,36	5,47	1,53	19,44
Projet de prévention et de lutte contre les VSBG	0,44	15,96	25,39	15,19	1,91	58,89
Projet de promotion des droits humains	0,35	2,59	4,27	3,64	0,66	11,51

PRG16: Renforcement des capacités institutionnelles et administratives	852,04	5007,93	5701,71	6280,68	5879,38	23721,75
Projet de développement des infrastructures TIC	0,00	0,02	0,03	0,00	0,00	0,05
Projet d'appui à la promotion des Médias de proximité	0,00	16,29	15,30	13,50	12,22	57,31
Projet d'Autonomisation en énergie des centres de réémissions de la RTNB	0,00	0,32	0,33	0,32	0,32	1,29
Projet d'amélioration d'accès au financement et auto-emploi des jeunes	0,16	0,16	0,16	0,16	0,16	0,81
Projet d'appui à la coordination des ONGs et des confessions religieuses	0,12	1,08	1,05	1,03	1,03	4,30
Projet d'appui à la création d'emploi	0,00	2,45	2,45	2,45	2,45	9,80
Projet d'appui à la justice de proximité	32,03	35,65	34,99	34,16	33,31	170,15
Projet d'appui à la mobilisation des ressources propres des communes	0,56	0,56	0,56	0,56	0,54	2,78
Projet d'appui à la production statistique et la planification statistique	0,28	0,76	2,28	1,37	1,30	6,00
Projet d'appui à la réforme administrative	602,22	4304,68	4796,86	5300,72	5146,77	20151,25
Projet d'assistance sociale aux personnes vulnérables	15,20	36,23	37,53	39,58	41,19	169,73
Projet de développement des compétences du secteur des finances publiques	4,17	8,44	7,77	6,48	6,27	33,13
Projet de développement des infrastructures et équipement administratifs	130,34	157,63	185,63	155,63	155,63	784,86
Projet de développement des infrastructures et équipements judiciaires	0,33	31,53	41,42	44,59	4,34	122,22
Projet de digitalisation des services publics	0,00	2,73	3,42	7,37	1,14	14,65
Projet de promotion de la liberté publique	0,00	6,39	1,34	1,00	0,00	8,73
Projet de recherche sur l'aménagement, écologie, et système de production agro-pastorale et halieutique	3,48	3,71	4,61	5,86	3,67	21,33
Projet de renforcement de la cohésion socio-politique	1,04	1,29	1,28	1,20	1,20	6,01
Projet de renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles des forces de la défense	0,22	144,36	291,72	277,53	165,22	879,06
Projet de renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles des forces de sécurité	61,87	253,65	272,98	387,16	302,62	1278,29
Grand Total	4775,23	13670,34	15866,33	16672,58	16471,16	67455,64

ANNEXE : AGENDA



PROGRAMME DES ACTIVITES

Table Ronde

des Partenaires au Développement
et des Investisseurs privés

DU 05 - 06 décembre 2024

PREMIER JOUR : 05 DECEMBRE 2024

7h00-8h45

Installation des participants +café

Responsable : Protocole d'Etat+Comité

8h45- 9h00

Arrivée de Son Excellence le Président de la République + Prière + Hymne National

Responsable : Protocole d'Etat

9h00-9h10

Accueil et Présentation du programme de la journée

Modérateur : Prof. Léonce NDIKUMANA et Amb. Libérat MFUMUKEKO

9h10- 9h20

Mot introductif du Maire de la Ville

Intervenant : Maire de la Ville

9h20-9h30

Discours du Représentant des Partenaires au Développement (résidents)

Intervenant : A déterminer

9h30- 9h40

Discours du Représentant des Partenaires (Non Résidents)

Intervenant : Pays Africain , invité d'honneur

9h40-10h10

Allocution de Son Excellence le Président de la République du Burundi

Responsable : Protocole + Porte Parolat

10h10-10h35

Présentation de la Vision Burundi, Pays émergent en 2040, pays développé en 2060 et du PND révisé.

Responsable : BESD

10h35-11h00

Projets prioritaires du gouvernement en quête de financement (Public et privé)

Intervenant : Ministre des Finances

11h00-11h10

Présentation de la Stratégie Nationale de la Coopération au Développement (SNCD) et son plan d'actions

Intervenant : Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement

11h10-11h50

Echanges et Débats

Intervenant : Modérateur

11h50-12h05

Etat de mise en œuvre des recommandations de la 2ème Edition du Forum National du secteur privé « UMUZINGA DAY »

Intervenant : Ministre du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme

12h05-12h20

Quelles opportunités pour le secteur privé dans la réalisation de la Vision Burundi 2040-2060 ?

Intervenant : Président de la CFCIB

12h20-13h00

Echanges et Débats

Intervenant : Modérateur

Photo de famille

Responsable : Protocole et communication

13h00-14h00

Pause déjeuner

Responsable : Protocole

14h00-14h30

Panel 1 : Environnement des affaires et Facilitation des Investissements au Burundi

- Modérateur du Panel : Mr Denis NSHIMIRIMANA, SG CFCIB;
- Panelistes :
 1. Ministre des Finances, du Budget et de la Planification Economique ;
 2. Directeur Général de l'ADB ;
 3. Représentant du secteur industriel : Représentant de BRARUDI ;
 4. Représentant de l'Association des Banques : Mr NIMPE Boaz

14h30-15h00

Echanges et débat

Intervenant : Modérateur du panel

15h00-15h30

Panel 2 : Opportunités du secteur touristique au Burundi

● Modérateur du Panel : Mr Jean Claude KARERWA NDENZAKO

● Panelistes :

1. Ministre en charge du Tourisme ;
 2. Expert du secteur touristique à la CFCIB : Mr BAGUMAKO Edouard
 3. Représentant de la Fondation KIBIRA : Mr Delphin KAZE
-

15h30-16h00

Echanges et débat

Intervenant : Modérateur du panel

16h00-17h00

Cocktail et Réseautage

Responsable : Protocole + Comité

DEUXIEME JOUR : 06 DECEMBRE 2024

7h00-8h45

Installation des participants +café

Responsable : Protocole + Comité

8h45-9h00

Arrivée de Son Excellence le Président de la République + Prière + Hymne National

Responsable : Protocole

9h00-9h10

Présentation du programme de la journée

Modérateur : Prof. Léonce NDIKUMANA et Amb. Libérat MFUMUKEKO

9h10-09h40

Panel 1 : Opportunités dans l'Agriculture et l'agro-industrie : **Salle HEMICYCLE**

● Modérateur du Panel : Prof. KABONEKA Salvator/UB

● Panelistes :

1. Ministre en charge de l'Agriculture
2. Ministre en charge de l'industrie
3. Un Représentant du domaine de la recherche /ISABU : Dr. Ir NIYONGERE Célestin
4. Un Représentant du secteur privé : une entreprise agro-industrielle ; SAVONOR

9h40-10h10

Echanges et débat

Intervenant : Modérateur du panel

10h20-10h45

Panel 2 : Système de santé accessible et moderne : **Salle HEMICYCLE**

● Modérateur du Panel : Dr. Juma Ndereye (PSI)

● Panelistes : 1. Ministre en charge de la Santé • 2. Dr KAMANA Jean • 3. Représentant de Tanganyika Care • 4. Madame Stéphanie CAHN, Investisseur privé dans le domaine de la santé

10h45-11h15

Echanges et débat

Intervenant : Modérateur du panel

9h10-09h40

Panel 3 : Infrastructures structurantes et Nouvelles Technologies comme Catalyseurs du Développement : **Salle AGATEKA**

- Modérateur du Panel : Mme Rosine GATONI
 - Panelistes : 1. Ministre en charge des Infrastructures • 2. Prof. Michelle Mukeshimana (Institut des Technologies Numériques) • 3. Représentant de la BAD : Mr Pascal Yembiline
4. Représentant de Star Link SARAH LITZENBERGER
-

9h40-10h10

Echanges et débat

Intervenant : Modérateur du panel

10h20-10h45

Panel 4 : Energie et Mines : **Salle AGATEKA**

- 1) Exploiter le potentiel des Energies renouvelables du Burundi pour accélérer le développement
- 2) Accélérer l'exploitation minière au bénéfice de la population

- Modérateur du Panel : Mr Evrard HAVYARIMANA
 - Panelistes : 1. Ministre en charge des mines et Energie • 2. Mr BRIAN Kelly/ANZANA Electric Group
3. Directeur ARCP • 4. DG OBM 5. Mr Audace NDAYIZEYE : Représentant du SOTB (Société de traitement des Terrils au Burundi)
-

110h45-11h15

Echanges et débat

Intervenant : Modérateur du panel

11h15-12h15

Production des rapports

Responsable : Rapporteurs

12h15-12h30

Arrivée de Son Excellence le Président de la République

Responsable : Protocole

12h30-12h50

Annnonce des engagements financiers pris par les investisseurs et les PAD

Intervenant : Chef du BESD

12h50- 13h40

Discours de clôture par Son Excellence le Président de la République

Porte Parolat

13h40-16h00

Déjeuner + Cocktail

Responsable : Protocole

**PANEL 1 ET PANEL 3
ACTIVITÉS EN PARALLELE**



**PANEL 2 ET PANEL 4
ACTIVITÉS EN PARALLELE**



